



Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 4 JUILLET 1936.

QUEBEC, SATURDAY, 4TH JULY, 1936.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis,
Hôtel du Gouvernement. 3643—27-9-0

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer,
Government House. 3644—27-9-0

Lettres patentes

"Bram Fur Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de juin 1936, constituant en corporation: Jack Feldman, pelletier, Samuel Godinsky avocat, et Ben Angen, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de tissus de laine et de coton, lainages, soierie, toiles et vêtement de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de fourrures;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Letters patent

"Bram Fur Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1936, incorporating: Jack Feldman, furrier, Samuel Godinsky, advocate, and Ben Angen, bookkeeper, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of furs;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant

aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangement with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Bram Fur Co., Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de juin, 1936.

3645

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

"Cadillac Restaurant, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du seizième jour de juin 1936, constituant en corporation: Constantinos Schoolarinos, gérant, Constantinos Spiliotopoulos, marchand, et Bill Koniaras, commis, tous de Montréal, dans les buts suivants:

a. Exercer le commerce de restaurant, café, taverne, hôtel, salles à manger et de rafraichissements, tenanciers de maisons de pension, épiciers licenciés, marchands de vin, bière, spiritueux et tabac, importateurs et manufacturiers d'eau minérale, eau artificielle et autres boissons;

b. Organiser, promouvoir, conduire, exploiter, et entretenir des salons de crème à la glace et généralement exercer le commerce de pourvoyeurs et restaurateurs;

c. Exercer le commerce de confiseurs, victuailiers, boulangers et pâtisseries, et manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce en général de bonbons, confiseries, gâteaux, pâtisseries, friandises;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge, or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and condition as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Bram Fur Co. Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of June, 1936.

3646-o

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Cadillac Restaurant, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the sixteenth day of June, 1936, incorporating: Constantinos Schoolarinos, manager, Constantinos Spiliotopoulos, merchant, and Bill Koniaras, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

a. To carry on the business of restaurant, cafe, tavern, hotel, eating houses and refreshment lodging-house keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit and tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated mineral water, artificial waters and other drinks;

b. To organise, promote, conduct, operate and maintain ice cream parlors and generally to carry on the business of purveyors and restaurateurs;

c. To carry on the business of confectioners, caterers, bakers and pastry cooks, and to manufacture, buy, sell and deal generally in candies, confections, cakes, pastries and sweets;

d. Construire, ériger et mettre en opération des hôtels, maisons-appartements et résidences, boutiques, usines, travaux, machinerie, logements, maisons de pension, buanderies, lieux d'amusements;

e. Exploiter des fontaines à eaux gazeuses, magasins de fruits ou tous autres magasins pour produits alimentaires;

f. Acquérir par achat, échange, location ou autrement de tout individu, firme ou compagnie comme entreprise en exploitation ou autrement et exploiter tout autre magasin de bonbons, restaurant, café, hôtel ou commerce de rafraîchissements et les payer en deniers, en obligations ou en actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie;

g. Acheter ou autrement acquérir et détenir par location ou autrement toutes propriétés immobilières qui seront jugées nécessaires à l'exercice du commerce de la compagnie, et les payer soit en deniers, obligations ou actions de la compagnie;

h. Vendre, échanger, louer, aliéner ou autrement négocier une quelconque de ses propriétés immobilières ou mobilières et emprunter des deniers sur la garantie d'icelles et nantir les dites propriétés mobilières et hypothéquer les dites propriétés immobilières;

i. Acheter, acquérir ou souscrire et accepter, détenir et aliéner aucunes actions, obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

j. S'unir ou se joindre avec toute autre personne, firme ou corporation exerçant un commerce semblable ou allié;

k. Vendre, louer, transférer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, et accepter en considération de la dite vente, location ou transfert des argents ou toutes actions; obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

l. Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions ou choses de même nature, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser une invention, ou aucun secret ou autre renseignement concernant aucune invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

m. Rémunérer, soit en deniers ou en actions libérées ou partiellement libérées ou en débentures de la compagnie, toute personne, firme ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec sa promotion et son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie ou pour aucun des biens ou droits acquis par la compagnie;

n. Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

o. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

p. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Cadillac Restaurant Limited", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000.00), divisé en cent cin-

d. To construct, erect and operate hotels, apartments and dwelling houses, shops, factories, works, machinery, residences, boarding houses, laundries and places of amusement;

e. To operate soda water fountains, fruit stores or any other store for articles of food;

f. To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise and to carry on any other candy store, restaurant, cafe, hotel, or refreshment business, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid-up or partly paid-up stock of the company;

g. To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any immovable property which may be deemed necessary for the carrying on of the business of the company, and to pay therefor either in cash, bonds or stock of the company;

h. To sell, exchange, lease, dispose of or otherwise deal with any of its immovable or moveable property and to borrow money upon the security thereof, and to pledge such moveable property and hypothecate such immovable property;

i. To buy, acquire or subscribe for and to accept, hold and dispose of any shares, bonds, debentures or securities of any company or corporation having objects similar to those of this Company;

j. To unite or join with any other person, firm or corporation carrying on any similar or allied business;

k. To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or any shares, bonds or securities of any other company or corporation;

l. To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property rights or information so acquired;

m. To remunerate, either in cash or in paid-up or partly paid-up stock or debentures of the Company, any person, firm or corporation for services rendered to the Company in connection with its promotion and organization or in connection with the conduct of the company's business or for any property or rights acquired by the company;

n. To lend money to customers and other having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

o. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

p. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Cadillac Restaurant Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00) divided into one

quante (150) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, dans notre dite Province.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,
3647 Sous-secrétaire de la Province.

"Commonwealth Trading Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1936, constituant en corporation: Bertram-Poidevin Richardson, agent, Eugène-Arthur Ouimet, financier, tous deux de la cité de Montréal, et Henri Merrill, financier, de la cité de Westmount, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, ériger, construire, utiliser, exploiter, vendre ou faire le commerce, nantir, gager, hypothéquer, louer, échanger et améliorer des propriétés et valeurs de toutes sortes, mobilières ou immobilières, y placer des fonds, les exploiter ou les mettre en opération, prêter ou emprunter des deniers au moyen de nantissement, gage, hypothèque ou autrement, le tout pour son propre compte aussi bien que pour le compte des autres, sous le nom de "Commonwealth Trading Company Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix dollars (\$49,990.00), divisé en quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (4,999) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées sera de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00), divisée en deux mille cinq cents (2,500) actions privilégiées non-cumulatives à 7% de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,
3649 Sous-secrétaire de la Province.

"Sigal Shirt Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du seizième jour de juin 1936, constituant en corporation: Adolphe Gardner, Jacob-Moses Helfield, avocats, et Nathan Fish, notaire, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Exercer l'industrie de manufacturiers de chemises, sous-vêtements et vêtements pour hommes, femmes ou enfants, et exercer toutes sortes d'industries manufacturières quelconques se rapportant à la dite industrie;

(b) Manufacturer, produire, acquérir et vendre toutes sortes d'articles en soie, coton ou laine;

(c) Exercer l'industrie de manufacturiers et négociants de toutes sortes d'articles tricotés, chemises, collets, manchettes, blouses, gilets, vêtements et cravates;

(d) Exercer chacune ou toutes les industries de filateurs de coton, lin, jute et chanvre, manufacturiers de coton et de toile, marchands de lin, jute, chanvre et laine;

(e) Acquérir, détenir, aliéner, hypothéquer et mettre en opération toutes usines, établissements

hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, in our said Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,
3648-o Assistant Provincial Secretary.

"Commonwealth Trading Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1936, incorporating: Bertram Poidevin Richardson, agent, Eugene Arthur Ouimet, financier, both of the city of Montreal, and Henri Merrill, financier, of the city of Westmount, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To buy or otherwise acquire, build or construct, utilise, operate, sell or trade in, pledge, mortgage, hypothecate, lease, exchange, and improve properties and securities of all kinds, moveable or immoveable, to invest in and or exploit and or operate the same, to lend and or borrow by means of pledge, mortgage, hypothec or otherwise, the whole for its own account as well as for the account of others, under the name of "Commonwealth Trading Company Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred and ninety dollars (\$49,990.00), divided into four thousand nine hundred and ninety nine (4,999) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two thousand five hundred (2,500) shares of 7% non-cumulative preferred stock of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,
3650-o Assistant Provincial Secretary.

"Sigal Shirt Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the sixteenth day of June, 1936, incorporating: Adolphe Gardner, Jacob Moses Helfield, advocates, and Nathan Fish, notary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To carry on the business of manufacturers of shirts, underwear, wearing apparel for men, women or children, and to carry on any kind of manufacturing whatever relating to such kind of business;

(b) To manufacture, produce, acquire and sell all kinds of silk, cotton or woollen goods;

(c) To carry on the business of manufacturers of and dealers in all kinds of knitted goods, shirts, collars, cuffs, blouses, waists, clothing and neckwear;

(d) To carry on all or any of the business of cotton, flax, hemp and jute spinners, cotton and linen manufacturers, flax, jute, hemp and wool merchants;

(e) To acquire, hold, alienate, hypothecate and operate any factories, establishments and

et toute industrie se rapportant à telle sorte de commerce;

(f) Employer des agents, voyageurs et marchands à commission pour prendre des commandes et vendre les marchandises de la compagnie;

(g) Passer des contrats se rapportant à telle sorte de corporation avec tout individu, compagnie, firme ou corporation, les acheter, les vendre ou se fusionner avec tout tel individu, compagnie, société ou corporation;

(h) Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et exploiter toutes les opérations qui peuvent conduire à la réalisation des fins pour lesquelles la compagnie a été constituée en corporation;

(i) Acquérir et payer en nature, deniers ou en actions libérées de la présente compagnie ou autrement, les droits, biens, actions ou propriétés de toute personne, firme commerciale, société ou corporation quelconque exerçant en tout ou en partie une entreprise semblable;

(j) Généralement exercer toute autre industrie s'y rapportant, avoir la jouissance de tous les pouvoirs conférés à des corporations semblables par les lois de la province de Québec, et exercer l'industrie susdite de la manière qu'une personne ordinaire peut le faire, sous le nom de "Sigal Shirt Company Limited";

(k) Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins et agences privées, et généralement faire toutes les choses nécessaires ou incidentes à l'exécution des objets précités;

(l) Emettre des actions libérées, des obligations, actions-déventures ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, réelles ou personnelles, réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises, ou avec l'approbation des actionnaires pour services rendus ou qui seront rendus dans ou au sujet de la formation ou la promotion de la compagnie, ou de la conduite de ses opérations, ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, et aussi émettre telles actions entièrement libérées, obligations, déventures ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel ou en échange pour les actions, obligations, déventures ou valeurs de toute autre compagnie;

(m) Acquérir par achat, bail ou autrement toutes propriétés, réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières que la compagnie jugera nécessaires dans le but d'exécuter les objets de la compagnie ou pour toutes autres fins, et les louer, les hypothéquer, les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Sigal Shirt Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,

3651

Sous-secrétaire de la Province.

"Suburban Theatres, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juin 1936, constituant en corporation: Henry-Noël Chauvin, avocat et Conseil en Loi du Roi, Frank-Bernard Chauvin, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Harold-Earle Walker, avocat et Conseil en Loi

any business relating to such kind of business;

(f) To employ agents, travellers and commission merchants to take orders and sell the Company's merchandise;

(g) To enter into contracts respecting such kind of corporation with any individual, Company, firm or corporation, purchase, sell same or amalgamate with any such individual, company, firm or corporation;

(h) To do all acts, exercise all the powers and carry on any operations conducive to the attainment of the purposes for which the Company is incorporated;

(i) To acquire and pay for in kind, cash or paid up shares of this Company or otherwise, the rights, assets, shares or property of any person, commercial firm, partnership or corporation whatever carrying on in whole or in part a similar undertaking;

(j) Generally to carry on any other business in connection therewith to enjoy all the powers conferred on similar corporations by the laws of the Province of Quebec, and to carry on the aforesaid business such as an ordinary person may, under the name of "Sigal Shirt Company Limited";

(k) To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores and private agencies, and to do generally all things necessary or incidental to the carrying out of the foregoing objects;

(l) To issue paid up shares, bonds, debenture stock, or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises, or with the approval of shareholders for services rendered or to be rendered in or about the formation or the promotion of the Company, or the conduct of its business, or other advantages which the Company may lawfully acquire, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities in payment or part or exchange for the shares, bonds, debentures, or securities of any other company;

(m) To acquire by purchase, lease or otherwise, any real or personal moveable or immovable property which the Company may deem necessary for the purpose of carrying out the objects of the Company or for any other purposes, and to lease, hypothecate, sell or otherwise dispose of the same, under the name of "Sigal Shirt Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3652-o

Assistant Provincial Secretary.

"Suburban Theatres, Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1936, incorporating: Henry Noël Chauvin, Advocate and King's Counsel, Frank Bernard Chauvin, Advocate, both of the City of Montreal, and Harold Earle Walker, Advocate and King's Counsel, of the City of West-

du Roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Posséder, louer, prendre à bail et exploiter des théâtres, théâtres de vues animées, vaudeville et autres genres de maisons de divertissements et généralement exercer de toute manière le commerce dont les objets sont de divertir ou de récréer le public;

2. Manufacturer, produire, acheter, vendre, échanger ou autrement attribuer, donner à bail, louer, utiliser, réparer et entretenir les théâtres, scènes, articles, représentations, pièces, machineries, appareils, vues animées et pellicules s'y rapportant, chants, musique, plaques illustrées pour les chants ou autres fins, machines et vues animées et parlantes, radios, pianos, pianos automatiques, phonographes, boîtes automatiques, silhouettes, gaz calcium et autres, machines de projection, rhéostats, machine à imprimer et accessoires de toutes sortes se rapportant au commerce de la compagnie;

3. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser une invention ou aucun secret ou autre renseignement concernant aucune invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

6. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement desdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

7. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

8. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres autorités, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconques desdits objets, et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions, que la compagnie croira dési-

mount, all of the District of Montreal, for the following purposes:

1. To own, lease, hire and operate theatres, moving picture theatres, vaudeville and other forms of amusement houses and generally to carry on any manner of business having for its object the entertainment or amusement of the public;

2. To manufacture, produce, buy, sell, exchange or otherwise deal in, let, lease, utilize, repair and maintain theatres, sceneries, goods, acts, plays, machineries, apparatus, moving pictures and films therefor, songs, music, illustrated slides for songs or other purposes, motion and talking machines and pictures, radios, pianos, automatic pianos, phonographs, automatic boxes, shadow works, calcium and other gases, projecting machines, rheostats, printing machines and accessories of all kinds connected with the business of the company;

3. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

6. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

7. To take, or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

8. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions, which the company may think it desirable to

nable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

9. Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

10. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

11. Acheter, prendre à bail ou en échange, arrenter ou autrement acquérir toute propriété mobilière et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux pour les fins de son commerce, et particulièrement toute machinerie, usines et fonds de commerce;

12. Construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler tous routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, boutiques, magasins et autres travaux et convenances qui sembleront de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, l'entretien, l'exécution, l'administration, ou le contrôle d'eux;

13. Faire des prêts aux clients et autres faisant affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

14. Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

15. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

16. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

17. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger et y désigner les personnes qui, conformément aux lois de ce pays étranger la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action!

18. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet

obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

9. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the Company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

10. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

11. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

12. To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working management, carrying out or control thereof;

13. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

14. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of lading, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

15. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

16. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

17. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

18. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the form-

de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

19. Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de boni, prêt, promesses, endossements, garanties d'obligations, débiteures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires ou par toute telle personne ou personnes;

20. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant les prix, récompenses et dons;

21. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement attribuer la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

22. Acheter et vendre des biens mobiliers et les hypothéquer;

23. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

24. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Suburban Theatres, Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Saint-Lambert, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,

3653

Sous-secrétaire de la province.

ation or promotion of the company or the conduct of its business;

19. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

20. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

21. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

22. To buy and sell moveables and hypothecate same;

23. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

24. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Suburban Theatres, Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the City of Saint Lambert, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3654-o

Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Atlas Textile Mills Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-huitième jour de juin 1936, changeant le nom de la compagnie "Royal Silk Mills of Canada, Incorporated", en celui de "Atlas Textile Mills, Inc."

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,

3655-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Donnacona Paper Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41a, 47 et suivants et 41, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour de juin 1936, à la compagnie "Donnacona Paper Company, Limited", dans les buts suivants:

1. Pour confirmer un arrangement intervenu entre la compagnie requérante et ses actionnaires;

Supplementary Letters Patent

"Atlas Textile Mills Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1936, changing the name of the company "Royal Silk Mills of Canada, Incorporated", to that of "Atlas Textile Mills, Inc."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3656

Assistant Provincial Secretary.

"Donnacona Paper Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 41a, 47 and following and 41, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eighth day of June, 1936, to the Company "Donnacona Paper Company, Limited", for the following purposes:

1. Confirming an arrangement entered into between the applicant company and its shareholders.

2. Pour ratifier un règlement augmentant son capital par la création de 131,680 actions sans valeur au pair, modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions qui composent le capital actuel et fixant à \$2,107,860.00 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations.

DONNACONA PAPER COMPANY, LIMITED

PROJET

Pour la reconstruction ou réorganisation de la compagnie, en date du 25ième jour de février 1936

La structure actuelle du capital de la compagnie est comme suit:

Déventures coupons-or, de première hypothèque à 5½%, à vingt ans, à fonds d'amortissement:

Autorisé..... \$12,000,000.00

Émis et en cours entre les mains du public:

Séries A..... \$6,584,000.00

Capital-actions:

Autorisé: 244,892 actions sans valeur nominale ou au pair.

Émis et en cours:

Classe A..... 121,804

Classe B..... 123,088

I.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU PLAN

Le plan de réorganisation de la compagnie comporte:

(a) Une augmentation du capital-actions autorisé de la compagnie aux fins et de la manière ci-après énoncées, telle augmentation du capital-actions sera effectuée par ordre de la Cour suivant un projet de convention entre la compagnie et ses actionnaires en vertu de l'article 41a de la Loi des Compagnies de Québec, ou de telle autre manière que l'aviseur légal le décidera.

(b) Des changements dans les dispositions de l'Acte de fiducie d'hypothèque, nantissement et gage, en date du 27 février 1928, par la compagnie en faveur de la "Royal Trust Company" fiduciaire, tel qu'amendé par l'Acte de fiducie supplémentaire par la compagnie en faveur de la "Royal Trust Company", fiduciaire, en date du 4 novembre 1932, et modifié par un Acte de fiducie supplémentaire additionnel, par devant R. Meredith, N. P., en date du 31 janvier 1933, garantissant une émission autorisée de \$12,000,000.00 de déventures, coupons-or de première hypothèque, à vingt ans à fonds d'amortissement, dont \$6,584,000.00 montant principal des déventures de la série A montant présentement en cours entre les mains du public, (lequel dit acte de fiducie daté du 27 février 1928, ainsi amendé et modifié, est ci-après dénommé comme étant l'"Acte de Fiducie"), et les modifications et compromis des droits des obligataires en vertu du dit Acte de Fiducie contre la compagnie et contre ses biens, lesquels changements, modifications et compromis seront effectués par résolutions extraordinaires des obligataires en vertu des dispositions de la Clause 45 du dit Acte de Fiducie.

2.—DISPOSITIONS POUR LES ACTIONNAIRES

Le présent capital-actions autorisé de la compagnie est de 244,892 actions sans valeur nominale ou au pair, divisé en 121,804 actions de la Classe A et 123,088 actions de la Classe B,

2. Ratifying a by-law increasing its capital stock by the creation of 131,680 shares without par value, modifying the privileges and restrictions attached to the shares forming the present capital stock and fixing at \$2,107,860.00 the amount with which the company shall continue its operations.

DONNACONA PAPER COMPANY, LIMITED

PLAN

For the reconstruction or reorganization of the Company, dated the 25th day of February, 1936.

The present capital structure of the Company is as follows:—5½% first mortgage twenty-year sinking fund gold coupon bonds:

Authorized..... \$12,000,000.00

Issued and outstanding in hands of public:

Séries A..... 6,584,000.00

Capital Stock:

Autorized: 244,892 shares without nominal or par value

Issued and Outstanding:

Classe A..... 121,804

Class B..... 123,088

I.—GENERAL PROVISIONS OF PLAN.

The plan for the reorganization of the company involves:—

(a) The increase of the authorized capital stock of the company for the purposes and in the manner hereinafter set forth, such increase of the capital stock to be effected by order of the Court under a plan of arrangement between the Company and its shareholders under Section 41a of the Quebec Companies Act, or in such other manner as counsel may advise;

(b) Changes in the provisions of the trust deed of hypothec, mortgage and pledge, dated 27th. February, 1928, from the Company in favor of the Royal Trust Company, trustee, as amended by the Supplementary Trust Deed from the Company in favour of the Royal Trust Company, trustee, dated November the 4th., 1932, and added to be a further supplementary Trust deed, before R. Meredith, N. P., dated January the 31st, 1933, securing an authorized issue of \$12,000,000.00. First mortgage twenty-year sinking fund Gold coupon bonds, of which \$6,584,000.00 principal amount of Series A bonds are presently outstanding in the hands of the public, (which said Trust Deed dated 27th. February, 1928, so amended and added to, is hereinafter referred to as "the Trust Deed"), and modifications or compromises of the rights of the bondholders under the said Trust Deed against the Company and against its property, which changes, modifications and compromises are to be effected by extraordinary resolutions of the bondholders under the provisions of Clause 45 of said Trust Deed.

2.—PROVISION FOR SHAREHOLDERS

The present authorized share capital of the Company is 244,892 shares without nominal or par value divided into 121,804 Class A shares and 123,088 Class B shares, all of which authorized

toutes ces actions autorisées de la compagnie étant maintenant émises et en cours.

Le capital-actions autorisé sera augmenté à 376,572 actions, consistant en 253,484 actions de la Classe A et 123,088 actions de la Classe "B". Les actions présentement émises et en cours seront retenues par les porteurs d'icelles, et les 131,680 actions nouvellement autorisées seront émises, tel que prévu dans la Clause 3 des présentes.

Les privilèges et préférences des actions de la Classe A et de la Classe B seront modifiés et déterminés relativement et conformément aux dispositions de la Clause 3 des présentes.

3.—DISPOSITIONS POUR LES OBLIGATAIRES DE PREMIÈRE HYPOTHÈQUE

Les obligataires se désisteront et annuleront le paiement annuel du fonds d'amortissement dû et payable en vertu de l'Acte de fiducie, le 1er février 1936, avec ensembles les quatre paiements de l'intérêt semi-annuel sur les obligations dus les premiers jours d'août, 1934, février 1935, août 1935 et février 1936, payable à même le revenu net gagné après le premier jour de février 1934, et telles accumulations et intérêts sur icelles excepté jusqu'à concurrence de \$65,840.00. Le dit \$65,840.00 ne sera pas payé en argent obligataires mais formera partie de la considération pour l'émission des actions aux obligataires, tel que ci-après pourvu.

Les 131,680 actions de la Classe A nouvellement autorisées, entièrement acquittées et non-sujettes à appel, seront émises aux porteurs des obligations, dont il y a présentement en cours entre les mains du public \$6,584,000.00, montant principal, au taux de 2 actions pour chaque \$100.00 du montant principal des obligations détenues par chacun d'eux respectivement, en paiement au lieu d'argent du dit \$65,840.00 et pour et en considération des obligataires sanctionnant les changements dans les dispositions de l'Acte de Fiducie et les modifications et compromis des droits des obligations en vertu des dites obligations, contre la compagnie et contre ses biens, comme suit:

(a) La conversion ou la modification de l'engagement de la compagnie de payer le montant principal des obligations le 1er février 1948 en une obligation de le payer le 1er février 1956, à laquelle dernière date les obligations deviendront échues;

(b) La conversion ou la modification de l'engagement de la compagnie de payer intérêt sur le montant principal des obligations au taux de cinq et demie pour cent ($5\frac{1}{2}\%$) par année, en un engagement de payer intérêt sur le dit montant principal à compter du 1er février 1936 au 1er février 1937 au taux de trois pour cent (3%) par année, à compter du 1er février 1937 au 1er février 1938 au taux de quatre pour cent (4%) par année et du 1er février 1938 à la date de maturité des obligations au taux de quatre et demie pour cent ($4\frac{1}{2}\%$) par année, le dit intérêt sera payable comme suit, à savoir:

$1\frac{1}{2}\%$ sur chacune le 1er août 1936 et le 1er février 1937;

2% sur chacune le 1er août 1937 et le 1er février 1938; et—

$2\frac{1}{4}\%$ sur chacune le 1er août 1938 et semi-annuellement dans la suite jusqu'au 1er février 1956, date de la maturité des obligations tel que ci-dessus pourvu;

(c) La conversion ou la modification de l'engagement de la compagnie en vertu de l'Acte de Fiducie de payer au Fiduciaire comme fonds

shares of the Company are now issued and outstanding.

The authorized capital stock will be increased to 376,572 shares, consisting of 253,484 Class A shares and 123,088 Class B shares. The shares now issued and outstanding shall be retained by the holders thereof, and the newly authorized 131,680 Class A shares shall be issued, as provided in Clause 3 hereof.

Privileges and preferences of Class A and Class B shares shall be modified and adjusted in accordance with and conform to the provisions of Clause 3 hereof.

3.—PROVISION FOR FIRST MORTGAGE BONDHOLDERS

The bondholders will waive and cancel the annual sinking fund payment due and payable under the Trust Deed on February the first, 1936, together with the four semi-annual interest payments on the bonds due on the first days of August, 1934, February, 1935, August, 1935 and February, 1936, payable out of net income earned after the first day of February, 1934, and all accumulations thereof and interest thereon except to the extent of \$65,840.00. Said \$65,840.00 shall not be paid to the bondholders in cash but shall form part of the consideration for the issue of stock to bondholders as hereinafter provided.

The newly authorized 131,680 Class A shares, fully paid and non assessable, will be issued to the holders of the bonds, of which there are presently outstanding in the hands of the public, \$6,584,000.00 principal amount, being at the rate of 2 shares for each \$100.00 principal amount of bonds held by each of them respectively, in payment in lieu of cash of said \$65,840.00 and for and in consideration of the bondholders sanctioning changes in the provisions of the Trust Deed, and modifications and compromises of the rights of the Bondholders thereunder against the company and against its property, as follows:

(a) The conversion or change of the Company's obligation to pay the principal amount of the Bonds on February 1st, 1948 into an obligation to pay the same on February 1st, 1956, at which latter time the bonds shall mature;

(b) The conversion or change of the Company's obligation to pay interest on the principal amount of the Bonds at the rate of five and a half percent ($5\frac{1}{2}\%$) per annum into an obligation to pay interest on said principal amount from February 1st, 1936 to February 1st, 1937 at the rate of three percent (3%) per annum, from February 1st, 1937 to February 1st, 1938 at the rate of four percent (4%) per annum and from February 1st, 1938 to the maturity of the Bonds at the rate of four and a half percent ($4\frac{1}{2}\%$) per annum, said interest to be payable as follows, to wit:

$1\frac{1}{2}\%$ on each the 1st of August, 1936 and the 1st of February, 1937;

2% on each the 1st of August, 1937 and the 1st of February, 1938; and—

$2\frac{1}{4}\%$ on the 1st of August 1938 and semi-annually thereafter until February 1st, 1956, the date of maturity of the Bonds as hereinbefore provided;

(c) The conversion or change of the Company's obligation under the Trust Deed to make payments to the Trustee as a Sinking Fund into

d'amortissement en un engagement de faire les paiements comme suit: durant les années 1937 à 1943 inclusivement, sujet à la condition qu'aucun paiement ne sera fait s'il avait pour effet de réduire le fonds de roulement net de la compagnie, tel que défini dans l'Acte de Fiducie, à un montant inférieur à \$1,000,000.00, la compagnie, le premier jour de février de chaque année, paiera au Fiduciaire pour le fonds d'amortissement un tiers de son revenu net (tel que défini dans l'Acte de Fiducie, mais avant dépréciation et dépletion), pour l'année antérieure du calendrier; durant les années 1944 à 1955 inclusivement, sans égard au montant du fonds de roulement net de la compagnie, la compagnie paiera, le premier jour de février de chaque année, au Fiduciaire pour le fonds d'amortissement, un montant d'argent égal à deux pour cent (2%) du montant principal global des obligations, lequel montant jusqu'aux diverses dates de paiement respectivement, aura été certifié par le Fiduciaire, avec ensemble un montant additionnel égal à l'intérêt annuel, au taux de quatre et demie pour cent (4½%) par année, sur toutes les obligations antérieurement achetées ou rachetées par l'intermédiaire de l'opération du Fonds d'amortissement. Le défaut de faire les paiements tel que prévu dans les présentes à sa date d'échéance constituera un cas de défaut en vertu des dispositions de la Clause 21 de l'Acte de Fiducie;

(d) La modification ou la conversion de l'engagement de la compagnie, en vertu de l'Acte de Fiducie, de payer le principal et l'intérêt des obligations, aux endroits y mentionnés, en monnaie-or ou son équivalent ou en monnaie anglaise, suivant le cas, en un engagement de payer le dit principal et l'intérêt avec les monnaies légales respectives des pays où ils sont payables, conformément aux termes de l'Acte de Fiducie, les paiements en monnaie légale anglaise devant être faits au taux fixe d'échange de \$4.86 2-3 pour une livre sterling.

Les privilèges et préférences respectifs de la Classe A et de la Classe B seront changés et modifiés de manière à ce que les actions de la Classe A continueront de porter des droits de vote exclusifs jusqu'à ce que les deux classes d'actions deviendront fusionnées tel qu'il est ci-après prévu. Le 31 décembre 1941, la division du capital-actions de la compagnie en actions de la Classe A et de la Classe B sera abolie, et les deux classes deviendront fusionnées en une classe, et les porteurs d'icelles auront un vote pour chaque action détenue par chacun d'eux respectivement.

Les actions en cours après l'accomplissement de la réorganisation seront détenues comme suit: Actionnaires actuels de la Classe B:

123,088 actions Classe B.

Obligataires ou leurs cessionnaires:

253,484 actions Classe A.

4.—ACTE DE FIDUCIE SUPPLÉMENTAIRE

L'Acte de Fiducie Supplémentaire, ou tel autre acte que l'aviseur légal conseillera pour donner effet aux concessions précédentes, faites par les obligataires, annulera les restrictions limitant le pouvoir de la compagnie de déclarer des dividendes contenus dans l'Acte de Fiducie, à l'exception de la restriction suivante, à savoir:—que la compagnie ne déclarera ou ne paiera aucuns dividendes sur son capital-actions, si le fonds de roulement de la compagnie, tel que ci-après défini dans l'Acte de Fiducie, est, lors du paiement d'aucun dividende, inférieur à la somme de \$1,000,000.00 après avoir pourvu au paiement de tel dividende.

Le dit Acte de Fiducie Supplémentaire ou

an obligation to make payments as follows: during the years 1937 to 1943 inclusive, subject to the condition that no payment shall be made if the same would reduce the net working capital of the company, as defined in the Trust Deed, below the sum of \$1,000,000.00, the Company, on the first day of February in each year, shall pay to the Trustee for the Sinking Fund one third of its net income (as defined in the Trust Deed but before depreciation and depletion), for the previous calendar year; during the years 1944 to 1955 inclusive, irrespective of the amount of net working capital of the Company, the Company shall, on the first day of February in each year, pay to the Trustee for the Sinking Fund a sum of money equal to two percent (2%) of the aggregate principal amount of bonds, which up to the several dates of payment respectively, shall have been certified by the Trustee, together with a further sum equal to the annual interest, at the rate of four and a half percent (4½%) per annum, on all Bonds theretofore purchased or redeemed through the operation of the Sinking Fund. The failure to make any payment as herein provided on its due date shall constitute an event of default under the provisions of Clause 21 of the Trust Deed;

(d) The change or conversion of the Company's obligation, under the Trust Deed, to pay the principal and interest of the Bonds, at the places therein mentioned, in gold coin or its equivalent or in English Sterling, as the case may be, into an obligation to pay the said principal and interest in the respective legal tenders of the countries where payable under the terms of the Trust Deed, payments in English legal tender to be at the fixed rate of exchange of \$4.86 2-3 to the one pound (L1).

The respective privileges and preferences of the Class A and Class B shares shall be changed and modified so that the Class A shares shall continue to carry exclusive voting rights till the two classes of shares shall become merged as hereinafter provided. On December 31st, 1941, the division of the Company's capital stock into Class A and Class B shares shall be abolished, and the two classes shall become merged into one class, and the holders thereof shall have one vote for each share held by each of them respectively.

The shares outstanding on the completion of the reorganisation will be held as follows:

Present Class B shareholders:

123,088 Class B shares.

Bondholders or their transferees:

253,484 Class A shares.

4.—SUPPLEMENTARY TRUST DEED

The Supplementary Trust Deed, or such other instrument as Counsel may advise to give effect to the foregoing concessions to be made by the Bondholders, shall cancel the restrictions on the Company's power to declare dividends contained in the Trust Deed, excepting the following restriction, viz:—that the Company will not declare or pay any dividends on its share capital if the net working capital of the Company, as defined in the Trust Deed, shall, at the time of payment of any dividend, be less than the sum of \$1,000,000, after making provision for the payment of such dividend.

The said Supplementary Trust Deed or other

autre acte contiendra aussi telles autres conventions, conditions et stipulations qui, dans l'opinion de l'Aviser légal, seront nécessaires ou à propos pour protéger les Obligataires, le fiduciaire et la Compagnie.

instrument shall also contain such other covenants, conditions and stipulations as, in the opinion of counsel, are necessary or advisable to protect the Bondholders, the Trustee and the Company.

5.—APPROBATION DU PLAN.

5.—APPROVAL OF PLAN

Le plan ne deviendra effectif et en vigueur à moins et jusqu'à ce que toutes les résolutions et tous les consentements nécessaires des Obligataires, et actionnaires n'aient été dûment passés et donnés en la forme et la substance satisfaisantes à l'avisur légal.

The plan will not become effective and operative unless and until all necessary resolutions and consents of bondholders and shareholders shall have been duly passed and given in form and substance satisfactory to counsel.

6.—MANIÈRE DE PROCÉDER.

6.—PROCEDURE

La Compagnie aura le pouvoir d'adopter de faire toutes les dispositions nécessaires pour rémédier aux omissions mineures, régler les détails mineurs et généralement faire telles démarches conformes à la nature générale du Projet qui, à sa discrétion, seront jugées nécessaires afin de compléter le Projet et de le mettre en vigueur.

The Company shall have power to adopt procedure, to make such provisions to remedy minor omissions, to adjust minor details and generally to take such steps consistent with the general nature of the plan as in its discretion may be advisable in order to consummate the plan and to put the same into effect.

7.—DÉPENSES.

7.—EXPENSES

Toutes les dépenses incidentes pour formuler et mettre à exécution le Projet seront payées par la Compagnie après l'approbation par le Bureau de Direction.

All expenses incidental to the formulation and carrying into execution of the plan shall be paid by the Company after approval of the Board of Directors.

8.—RÈGLES QUANT AU VOTE.

8.—REGULATIONS AS TO VOTING

Le président ou le vice-président de la compagnie est autorisé à fixer des règles aux fins de faciliter aux porteurs des obligations non-enregistrées d'être présents et de voter à toute assemblée des obligataires sans produire leurs obligations, ou de voter par procuration.

The President or the Vice-President of the Company is authorized to establish regulations for the purpose of enabling the holders of unregistered Bonds to be present and to vote at any meeting of Bondholders without producing their Bonds, or to vote by proxy.

9.—CAPITAL RECONSTITUÉ DE LA COMPAGNIE.

9.—REORGANIZED CAPITAL OF COMPANY

La structure du capital de la compagnie après l'achèvement de la réorganisation sera comme suit:—

The capital structure of the Company on completion of the reorganization will be as follows:

Débitures-Coupons de Première Hypothèque à fonds d'amortissement échéant le 1er février 1956:

First Mortgage Sinking Fund Coupon Bonds Maturing the 1st of February, 1956:

Autorisé..... \$12,000,000.00

Authorized..... \$12,000,000.00

Emis et en cours:

Série A..... \$6,584,000.00

Issued and Outstanding:

Series A..... \$6,584,000.00

Capital-actions:

Autorisé..... 253,484 actions de la Classe A
123,088 actions de la Classe B
sans valeur nominale ou au pair.

Capital Stock:

Authorized..... 253,484 Class A

Emis et en cours..... 253,484 actions de la Classe A
123,088 actions de la Classe B
sans valeur nominale ou au pair.

123,088 Class B
Shares without nominal or par value.

Issued and Outstanding..... 253,484 Class A
123,088 Class B
Shares without nominal or par value.

Daté à Québec, P.Q., le 25ème jour de février 1936.

Dated at Quebec, P. Q., the twenty-fifth day of February, 1936.

Par ordre des Directeurs de la
"DONNACONA PAPER COMPANY, LIMITED".
Le secrétaire-trésorier,
LOUIS-W. MICHAEL.

By order of the Directors of
DONNACONA PAPER COMPANY, LIMITED.
LOUIS W. MICHAEL,
Secretary-Treasurer.

Je, le soussigné, secrétaire de la "Donnacona Paper Company Limited", certifie par les présentes sous le sceau de la dite Compagnie que le document qui précède est une copie conforme et exacte du Projet de Réorganisation de la dite

I, the undersigned, Secretary of Donnacona Paper Company Limited, hereby certify under the seal of the said Company that the foregoing is a true and correct copy of the plan of Reorganization of said Donnacona Paper Company Limited

"Donnacona Paper Company, Limited" tel que finalement approuvé par le Bureau de direction de la dite compagnie et ratifié par les actionnaires de la dite compagnie le 15ème jour d'avril 1936.

Le secrétaire-trésorier,
(Signé) LOUIS-W. MICHAEL.

as finally approved by the Board of Directors of said Company and agreed to by the shareholders of said Company on the fifteenth day of April, 1936.

(Signed) LOUIS W. MICHAEL,
Secretary-Treasurer.

"DONNACONA PAPER COMPANY,
LIMITED"

DONNACONA PAPER COMPANY,
LIMITED

EXTRAIT des minutes d'une assemblée du Bureau de Direction de la "Donnacona Paper Company, Limited", tenue en la Chambre 614, Edifice de la "Montreal Trust", Montréal, P. Q., le 15 avril 1936, à 3.00 heures de l'après-midi.

EXTRACT from the Minutes of a meeting of the Board of Directors of Donnacona Paper Company, Limited, held in Room 614, Montreal Trust Building, Montreal, P. Q., on April 15, 1936, at 3.00 o'clock in the afternoon.

Il a été proposé, secondé et unanimement résolu:

Que le règlement suivant soit et il est par les présentes décrété:

It was moved, seconded and unanimously resolved:

That the following By-law be and it is hereby enacted:

REGLEMENT "H"

BY-LAW "H"

Un règlement augmentant le capital de la compagnie de 131,680 actions de la Classe "A" et modifiant les privilèges et préférences respectifs des actions de la Classe "A" et de la Classe "B".

"A By-law increasing the stock of the Company by 131,680 Class "A" shares and modifying the respective privileges and preferences of the Class "A" and Class "B" shares.

Attendu que la "Donnacona Paper Company Limited" a été constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 12 janvier 1928, avec un capital autorisé consistant en 200,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, dont 150,000 ont été souscrites et émises par la compagnie et entièrement acquittées;

Whereas Donnacona Paper Company Limited was incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec dated the 12th of January, 1928, with an authorized capital consisting of 200,000 Common Shares without nominal or par value, of which 150,000 were subscribed and issued by the Company and fully paid;—

Attendu que conformément aux dispositions d'un projet pour la reconstruction ou réorganisation de la compagnie en date du 28 avril 1932, lequel projet de réorganisation a été dûment confirmé par lettres patentes supplémentaires, en date du 26 octobre 1932, le capital de la compagnie a été reconstitué de façon à ce qu'il y a présentement 244,892 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, autorisées, qui sont toutes émises, en cours et entièrement acquittées, lesquelles actions sont divisées en deux classes consistant en 121,804 actions de la Classe "A" donnant aux porteurs d'icelles le droit de vote ci-après spécifié et 123,088 actions de la Classe "B";

Whereas pursuant to the provisions of a Scheme for the reconstruction or reorganization of the Company dated the 28th of April, 1932, which Scheme of Reorganization was duly confirmed by Supplementary Letters Patent, dated the 26th. of October, 1932, the capital of the Company was so reconstructed that there are now 244,892 Common Shares without nominal or par value, authorized, of which all are issued, outstanding and fully paid, and which shares are divided into two Classes consisting of 121,804 Class "A" shares entitling their holders to the voting rights hereinafter specified and 123,088 Class "B" shares;

Attendu que, par lettres patentes supplémentaires en date du 26 octobre 1932, augmentant le capital de la compagnie conformément au dit projet, il a été pourvu que les actions de la Classe "A" et les actions de la Classe "B" prendront rang égal relativement aux dividendes et le remboursement du capital sur toute distribution des biens de la compagnie soit par voie de ventilation ou autrement et de toutes autres manières excepté en ce qui concerne le droit de vote, et, en ce qui concerne ce droit de vote, que les actions de la Classe "A" porteront des droits de vote exclusifs aussi longtemps que (1) l'intérêt pour des deux années finissant le 1er février 1936, ou aucune partie d'icelles sur les obligations de première hypothèque de la compagnie émises et en cours en vertu de l'Acte de Fiducie en date du 27 février 1928, de la compagnie à la "Royal Trust Company", restera impayé et non acquitté; (2) si la compagnie fait défaut de payer aucun des versements du fonds d'amortissement échéant, en vertu du dit Acte de Fiducie, les premiers jours de février 1936, 1937, 1938 et 1939; (3) si le fonds de roulement de la compagnie tel que défini dans les dites lettres patentes

Whereas, by Supplementary Letters Patent dated the 26th. of October, 1932, increasing the capital of the Company in accordance with said Scheme, it was provided that the Class "A" shares and Class "B" shares would rank equally as regards dividends and return of capital on any distribution of assets of the Company whether by way of winding up or otherwise and in all other respects except as to voting, and, as to voting, that the Class "A" shares would carry exclusive voting rights so long as (1) interest for the two years ending February 1st, 1936, or any part thereof on the first mortgage bonds of the Company issued and outstanding under Trust Deed dated the 27th of February, 1928, from the Company to Royal Trust Company, should remain unpaid and unsatisfied; (2) the Company should be in default in the payment of any of the sinking fund instalments maturing due under the said Trust Deed on the first days of February, 1936, 1937, 1938 and 1939; (3) the net working capital of the Company as defined in said Supplementary Letters Patent increasing the capital should be less than the sum of \$1,000,000.00; and that thereafter the division of the Company's

supplémentaires augmentant le capital n'atteint pas la somme de \$1,000,000.00; et que dans la suite la division du capital-actions de la compagnie en actions de la Classe "A" et actions de la Classe "B" serait abolie et les deux classes deviendront fusionnées en une classe et les porteurs d'icelles auront un vote pour chaque action détenue par chacun d'eux respectivement; et

Attendu que, par lettres patentes supplémentaires en date du 26 octobre 1932, augmentant le capital, il a été de plus pourvu que le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations sera de \$1,449,460.00 lequel montant constitue présentement le capital de la compagnie suivant les termes de la sous-section 1-b et aussi de la sous-section 7 de la section 13 de la Loi des Compagnies de Québec, et

Attendu qu'un projet pour la reconstruction ou réorganisation de la compagnie, en date du 25 février 1936, lequel projet comprend un arrangement entre la compagnie, ses actionnaires et ses obligataires, a été proposé par la compagnie et est présentement soumis pour approbation, avec ou sans modifications, par les obligataires et les actionnaires, et qu'il est opportun afin de rendre effectif le dit projet ou arrangement que, sujet à sanction du dit arrangement conformément aux dispositions de l'article 41-A de la Loi des Compagnies de Québec, le capital autorisé de la compagnie soit augmenté et que l'émission des actions nouvellement autorisées comme entièrement acquittées sur la base d'une estimation des biens de la compagnie compatible avec son pouvoir de gain probable soit autorisée, et que les privilèges et préférences respectifs des porteurs des actions de la Classe "A" et de la Classe "B" soient changés et modifiés, le tout tel que prévu par le dit arrangement et de la manière ci-après énoncée:

En conséquence qu'il soit et il est par les présentes décrété ce qui suit:

1. Que sujet à confirmation par lettres patentes supplémentaires, conformément à la loi, le capital-actions autorisé de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de 131,680 actions sans valeur nominale ou au pair, formant un capital total autorisé de 376,572 actions sans valeur nominale ou au pair, dont 244,892 actions sont émises et entièrement acquittées et 131,680 actions sont autorisées mais non-émises, et que les dites 131,680 actions nouvellement autorisées et non-émises soient et elles sont par les présentes désignées "actions de la Classe "A" portant les mêmes préférences et privilèges et étant semblables en tout rapport aux 121,804 actions de la Classe "A" présentement émises et entièrement acquittées.

Les privilèges et préférences respectifs actuels des actions de la Classe "A" et des actions de la Classe "B", relativement aux droits de vote et à la fusion, sujets à confirmation, tel que susdit, seront, et ils sont par les présentes annulés, et les privilèges et préférences respectifs des actions de la Classe "A" et de la Classe "B", relativement aux droits de vote et fusion, seront à l'avenir comme suit:—Les actions de la Classe "A" porteront des droits de vote exclusifs jusqu'à ce que les actions de la Classe "A" et de la Classe "B" deviennent fusionnées tel que ci-après prévu. Le 31 décembre 1941 la division du capital-actions de la compagnie en actions de la Classe "A" et actions de la Classe "B" sera abolie, et les deux classes deviendront fusionnées en une classe, et les porteurs d'icelles auront un vote pour chaque action détenue par chacun d'eux respectivement.

Le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations est de \$2,107,860.00, étant

capital stock into Class "A" and Class "B" shares should be abolished and the two classes should become merged into one class and the holders thereof should have one vote for each share held by each of them respectively; and—

Whereas, by Supplementary Letters Patent dated the 26th of October, 1932, increasing capital, it was further provided that the amount of capital with which the Company would carry on business should be \$1,449,460, which sum now constitutes the capital of the Company within the meaning of subsection 1-b and also of subsection 7 of Section 13 of the Quebec Companies' Act; and

Whereas a scheme for the reconstruction or reorganization of the company, dated the 25th of February, 1936, which includes an arrangement between the Company, its shareholders and its bondholders, has been proposed by the Company and is being submitted for approval, with or without modification, by bondholders and shareholders, and it is desirable in order to carry the said scheme and arrangement into effect that, subject to sanction of the said arrangement in accordance with the provisions of Section 41-A of the Quebec Companies' Act, the authorized capital of the Company be increased and the issue of the newly authorized shares as fully paid on the basis of a valuation of the Company's assets compatible with its probable earning power be authorized, and the respective privileges and preferences of the holders of Class "A" and Class "B" shares be changed and modified, all as provided by said arrangement and in the manner hereinafter set forth:—

Now Therefore be it and it is hereby enacted as follows:—

1. That subject to confirmation by Supplementary Letters Patent, according to law, the authorized share capital of the Company be and it is hereby increased by 131,680 shares without nominal or par value, making the total authorized capital 376,572 shares without nominal or par value, of which 244,892 shares are issued and fully paid and 131,680 shares are authorized but unissued, and that such 131,680 newly authorized and unissued, shares be and they are hereby designated Class "A" shares carrying the same preferences and privileges and similar in every respect to the 121,804 Class "A" shares now issued and fully paid.

The present respective privileges and preferences of the Class "A" shares and Class "B" shares, with respect to voting rights and merger, subject to confirmation as aforesaid, shall be, and they hereby are cancelled, and the respective privileges and preferences of the Class "A" and Class "B" shares with respect to voting rights and merger shall hereafter be as follows: The Class "A" shares shall carry exclusive voting rights until the Class "A" and Class "B" shares shall become merged as hereinafter provided. On December 31st, 1941, the division of the Company's capital stock into Class "A" and Class "B" shares shall be abolished, and the two classes shall become merged into one class, and the holders thereof shall have one vote for each share held by each of them respectively.

The amount of capital with which the Company will carry on its business shall be \$2,107,-

formé de \$1,449,460.00 énoncé dans les dites Lettres Patentes Supplémentaires en date du 26 octobre 1932, comme étant le montant avec lequel la compagnie exercerait son commerce à l'avenir, avec ensemble \$658,400.00, étant un montant égal à \$5.00 pour chaque action des 131,680 actions autorisées et non-émises de la compagnie.

Les 131,680 actions autorisées de la Classe "A" seront émises conformément au dit Projet et arrangement pour les fins énoncées dans les présentes pour le prix global de \$658,400.00, étant au taux ou prix de \$5.00 par action et les Directeurs sont autorisés à accepter en paiement pour icelles l'annulation de l'engagement de la compagnie de payer en argent le \$65,840 d'intérêt dû sur les obligations comme équivalent à \$65,840.00 ou cinquante sous (\$0.50) par action et la concession par les Obligataires, tel que prévu dans le Projet sur la base ou taux ci-après spécifié, à savoir:—

Conversion du taux d'intérêt sur les dites obligations à un taux plus bas, modification des versements du fonds d'amortissement, retardement de la date d'échéance des obligations et autres concessions par les obligataires de première hypothèque comme équivalent à \$592,560.00 ou \$4.50 par action.

2. Que les directeurs sont par les présentes autorisés à faire telles dispositions qu'ils jugeront à propos, prendre ou faire prendre telles procédures et faire ou faire faire telles choses qui, à leur discrétion, sembleront nécessaires ou convenables pour rendre effectives les dispositions de ce règlement, et en particulier, les soumettre pour approbation à une Assemblée Générale Spéciale des actionnaires de la Compagnie, et si elles sont approuvées, faire la demande pour des Lettres Patentes Supplémentaires, confirmant le dit règlement et l'augmentation du capital ainsi pourvu. Toute telle demande pourra être signée au nom de la compagnie par son président ou un vice-président et son Secrétaire ou trésorier, ou par tout tel officier ou officiers, directeur ou directeurs de la compagnie tel qu'il pourra être autorisé par résolution du Bureau de direction, et pourra contenir telles dispositions qui sont appropriées dans les circonstances.

Je, le soussigné, Secrétaire de la "Donnacona Paper Company, Limited", certifie par les présentes sous le sceau de la Compagnie, que le document qui précède est une copie conforme et exacte des Minutes d'une Assemblée du Bureau de Direction dûment convoquée et tenue à Montréal, P. Q., le quinzième jour d'avril 1936.

Daté à Donnacona, P. Q., ce vingt-troisième jour de mai 1936.

(Signé) Le secrétaire-trésorier,
LOUIS-W. MICHAEL.

"Donnacona Paper Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,
3657 Sous-secrétaire de la Province.

"Société C. G. & D. Prêts et Finance Incorporée
—Financial C. G. & D. Loan Society,
Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, R. S. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-septième

\$60.00, being made up of \$1,449,460.00 stated in said Supplementary Letters Patent dated the 26th. of October, 1932, as the amount with which the Company would thereafter carry on its business together with \$658,400.00 being a sum equal to \$5.00 for each share of the Company's 131,680 authorized and unissued shares.

The 131,680 authorized Class "A" shares shall be issued in accordance with the said scheme and arrangement for the purposes therein set forth for the aggregate price of \$658,400.00, being at the rate or price of \$5.00 per share and the Directors are authorized to accept in payment therefor cancellation of the obligation of the Company to pay in cash the \$65,840 interest due on the Bonds as equivalent to \$65,840 or fifty cents (\$0.50) per share and concessions by the Bondholders as provided in the scheme on the basis or rate hereinafter specified, namely:—

Conversion of the interest rate on said bonds to lower rates, change of sinking fund requirements, postponement of the maturity date of the bonds and other concessions by first mortgage bondholders, all as equivalent to \$592,560.00 or \$4.50 per share.

2. That the Directors are hereby authorized to make such provisions as they may deem proper, to take or cause to be taken such proceedings and to do or cause to be done such things as may in their discretion be necessary or advisable to carry the provisions of this by-law into effect, and in particular to submit the same for approval to a Special General Meeting of the Shareholders of the Company, and if so approved, to make application for Supplementary Letters Patent, confirming the said by-law and the increase of capital thereby provided for. Any such application may be signed on behalf of the Company by its President or a Vice-President and its Secretary or Treasurer, or by any such officer or officers, director or directors of the Company as may be authorized by resolution of the Board of Directors, and may contain such provisions as are appropriate in the premises.

I, the undersigned, Secretary of the Donnacona Paper Company, Limited, hereby certify under the Seal of the Company, that the foregoing is a true and correct extract from the Minutes of a Meeting of the Board of Directors duly convened and held at Montreal, P. Q., on the 15th day of April, 1936.

Dated at Donnacona, P. Q., this twenty third day of May, 1936.

(Signed) LOUIS W. MICHAEL,
Secretary.

Donnacona Paper Company Limited.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,
3658-o Assistant Provincial Secretary.

"Société C. G. & D. Prêts et Finance Incorporée
—Financial C. G. & D. Loan Society,
Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the seventeenth day of June, 1936,

jour de juin 1936, changeant le nom de la compagnie "Société C. G. & D. Prêts et Finance Incorporée—C. G. & D. Financial Loan Society Incorporated", en celui de "Société C. G. & D. Prêts et Finance Incorporée—Financial C. G. & D. Loan Society, Incorporated".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,
3661-o Sous-secrétaire de la Province.

changing the name of the company "Société C. G. & D. Prêts et Finance Incorporée—C. G. & D. Financial Loan Society Incorporated," to that of "Société C. G. & D. Prêts et Finance Incorporée—Financial C. G. & D. Loan Society Incorporated".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,
3662 Assistant Provincial Secretary.

"Horton's Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 19 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-septième jour de juin 1936, changeant le nom de la compagnie "Morton's Incorporated", en celui de "Horton's Incorporated".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,
3659-o Sous-secrétaire de la Province.

"Horton's Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 19 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1936, changing the name of the Company "Morton's Incorporated", to that of "Horton's Incorporated".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,
3660 Assistant Provincial Secretary.

Chartes:—Abandon de

ASSOCIATED QUALITY CANNERS (QUEBEC) LIMITED

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Associated Quality Canners (Quebec) Limited", donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa Charte à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 26ème jour de juin 1936.

ASSOCIATED QUALITY CANNERS (QUEBEC) LIMITED
Le secrétaire,
3685 (Signed) P. G. PRIOR.

Charters:—Surrender of

ASSOCIATED QUALITY CANNERS (QUEBEC) LIMITED.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act Associated Quality Canners (Quebec) Limited hereby gives notice that it will make application to His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its Charter upon and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor

Dated at Montreal, this 26th. day of June, 1936.

ASSOCIATED QUALITY CANNERS (QUEBEC) LIMITED
(Signed) P. G. PRIOR,
3686-o Secretary.

Avis est par les présentes donné au public que "Colonial Gold Syndicate Limited", a discontinué ses opérations et a adopté son règlement No 36 autorisant la distribution de tout son actif à ses actionnaires, vu qu'il a été pourvu au paiement ou à la garantie de toutes ses dettes et obligations.

Montréal, le 25ème jour de juin 1936.

Le secrétaire,
3687-o RENÉ CHENEVERT.

Notice is hereby given to the public that "Colonial Gold Syndicate Limited", has ceased to carry on business and has enacted By-Law No. 36 authorizing the distribution of all its assets among its shareholders, the company having no debts or obligations which have not been provided for or protected.

Montreal, June 25th., 1936.

RENÉ CHENEVERT,
3688-o Secretary.

NORTH WAITE MINING COMPANY LIMITED (Libre de responsabilité Personnelle).

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie dite "North Waite Mining Company, Limited" (Libre de responsabilité Personnelle), donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, à compter d'une date qui sera fixée par le Lieutenant-Gouverneur.

Daté à Toronto, ce 19ème jour du mois de juin, A.D. 1936.

Le secrétaire,
3691 MAURICE CRABTREE

NORTH WAITE MINING COMPANY LIMITED (No Personal Liability)

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, North Waite Mining Company Limited (No Personal Liability) hereby gives public notice that it will make application to His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Toronto, this 19th day of June, A.D. 1936.

MAURICE CRABTREE,
3692-o Secretary.

Ventes pour taxes municipales—Sales for municipal taxes

Province de Québec

Comté d'Hochelaga

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-après décrites, situées dans la paroisse de Montréal, seront vendues à l'enchère publique, au bureau de la Commission à l'Hôtel de Ville, Montréal-ouest, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET, 1936, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes impayées et les intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, avec en plus les frais qui ont pu ou qui pourront être encourus, à moins que les dites taxes, intérêts et frais ne soient payés avant cette date.

Province of Quebec

County of Hochelaga

TOWN OF MONTREAL WEST

Public notice is hereby given that the properties described hereunder, situate in the Parish of Montreal, will be sold by Public Auction in the office of the Commission in the Town Hall, Montreal West, on MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JULY, 1936, at TEN o'clock in the forenoon, for unpaid taxes and interest mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred, unless said taxes, interest and costs be sooner paid.

Nom Name	No du cadastre Cadastral Number	Taxes	Intérêt et frais Interest & Costs	Total
Wilkins, Fred. F.	140-351 & 352	\$ 1,374.44	\$ 235.58	\$ 1,610.02
Burrows, W. H.	140-391	224.22	28.38	252.60
	140-392 S.-E. 1/2	577.89	71.50	649.39
Drysdale, Dame-Mrs Annie	140-386	316.45	42.58	359.03
Holdings & Investments, Limited	140-665a, pt.	14.21	1.72	15.93
"	139-653	392.66	48.18	440.84
"	139-640	350.70	42.91	393.61
"	138-139-1-2	197.54	24.44	221.98
"	140-99	1,736.56	210.18	1,946.74
"	140-100	1,933.32	234.17	2,167.49
"	140-481 pt. & 482	2,554.27	310.83	2,865.10
"	139-596 & 597	1,055.80	129.38	1,185.18
Lakeside Heights, Ltd.	140-376 S.-E. 1/2	143.53	17.22	160.75
McLean, David	138-634 & 635	44.24	8.07	52.31
"	138-447 à-to 450	89.12	16.12	105.24
Salisbury, J. H.	138E-29 à to 31	657.95	86.77	744.72
Baldwin, Dame-Mrs. Minnie E.	138-425	14.38	1.25	15.63
Barber, C. et-and Platt, J. & F.	138E-17	166.95	14.51	181.46
Bédard, succ.-est. Rev. M. H.	138-59 & 60	402.07	34.94	437.01
Chaplin, Delle-Miss Rose N.	140-381	197.98	17.22	215.20
Cleveland, H. H.	140-362 & 363	431.50	37.54	469.04
Hallinan, P.	138-374 à-to 376	47.69	4.16	51.85
Hearn, G. J.	140-717	313.95	24.88	338.83
Johnson, Sanford	140-590 & 591	278.98	24.22	303.20
Lampitt, A.	138-416 à-to 419	63.61	5.55	69.16
Lytle, Delle-Miss Jennie	138-588 & 589	36.02	3.16	39.18
Munto, M.	138F-9	177.91	15.56	193.47
Cook, J. J.	140-380, N.-O.-W. 1/2	99.03	8.61	107.64
Ness, succ.-est. J. J.	140-584	111.80	9.70	121.50
Paltiel, Dame-Mrs Bella R.	140-118 & 119	502.81	43.70	546.51
Paré, succ.-est. L.-A.	140-658a	29.26	2.55	31.81
Platt, Joseph	138-546 à-to 549	66.50	5.82	72.32
Rogers, Delle-Miss E. E.	140-662a	21.73	1.90	23.63

Donné à Montréal-ouest, ce seizième jour de juin 1936.

Le secrétaire-trésorier,
CHAS.-I. FRASER.

3483-25-2

Given at Montreal West, this sixteenth day of June, 1936.

CHAS. I. FRASER,
Secretary-Treasurer.

3484-25-2

CITÉ DE VERDUN.

CITY OF VERDUN.

VENTE DES IMMEUBLES POUR TAXES

SALE OF IMMOVEABLES FOR TAXES

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, en l'Hôtel-de-Ville de la cité de Verdun, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1936, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée) pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt,

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the City Hall of the City of Verdun, on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of JULY, 1936, at TEN o'clock in the forenoon, (day-light saving time) to satisfy the payment of the municipal and

plus les frais subsequmment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 9 juin 1936, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated June 9th 1936, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables, under the authority of article 550 of the Cities and Towns' Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Noms des Propriétaires Names of Proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Mlle-Miss Mary Ann Kane.....	3279	Ptie.
" " " ".....	3279	Ptie.
Dr Vildac Rhéaume.....	3402a	9.
" " " ".....	3267	50.
Louis Fortin.....	3402	49-1-1, 49-1-2, 49-1-3, 49-2.
Dame Emiliana Primeau, Veuve-Widow Ernest Gagnon.....	3401	235.
J.-Armand Pinsonnault.....	3401	709.
Alcide-C. Moileur in trust.....	3401	754 pt. S.-O.-W., 755.
Succ.-est. Rose Casault-Goulet (H. Goulet, adm.).....	3401	685, 686-1.
Mme-Mrs J. Hughes, (Annie E. Lyttle).....	3405	347, 348.
Napoléon Charlebois pour une moitié ind. et succ. Méline Brunet, épouse de Napoléon Charlebois pour l'autre moitié ind., Napoléon Charlebois agissant personnellement et <i>es-qual</i> de tuteur à deux enfants mineur.—Napoléon Charlebois for one half ind. and estate Melina Brunet, wife of Napoléon Charlebois for the other part ind. Napoléon Charlebois acting personally and <i>es-qual</i> of tutor to two minor children.....	3406	74.
Stewart Securities, Ltd.....	3401	103.
Louis Fortin.....	3402	84, 85-1.
Mlle-Miss Georgine Jourdain.....	3405	56.
Wilfrid Tessier.....	3405	383.
Denise Amiot, rep. C.-E. Amiot.....	4647, 4647a, pt. arrière—arrear Part.	
Arthur Ouellette.....	4639-1, 4640-1, 4641-1, 4642, 1, 4643-1, 4644-1.	
Mme-Mrs. Oswald Woodall.....	4615.	22, 23, 24, 25, 26.
Succ.-estate Murdo Mackenzie.....	4546.	15.
Mlle-Miss Gabrielle Binette.....	4613.	14-1-1, 15-1-1.
Louis Gabet.....	4656.	43.
Dame-Mrs. Germaine Mantha, ép.-wife Roméo Côté.....	4444.	6.
Emile Vaillancourt.....	4279.	5, 6.
" " " ".....	4280.	5, 6.
Succ.-estate Charles Gauthier, Jr.....	4259.	4, 5.
" " " ".....	4280.	4, 5.
Edward Hanson <i>et al</i>	3405.	790, 791.
Arthur Pollack.....	4385.	10, 11, 12.
Dame-Mrs Catherine Ashton, veuve de-widow of G. E. Gumbley.....	4371.	1/2 O.-W.
Villeray Construction, Ltd.....	4267.	3.
" " " ".....	4277.	4.
Dame L.-N. Chassay.....	4333.	1.
" " " ".....	4332.	3.
Auguste Charron.....	4669.	406, 407.
Albert E. Casault & H. M. Ménard.....	4669.	789.
" " " ".....	4670.	615, 616, 617, 618, 619.
P.-L. Céré.....	4669.	881.
Rolland Lajeunesse.....	4669.	833, 834, 835, 836, 837.
Philippe Leclerc.....	4669.	856.
Wilfrid Wood.....	4670.	366, 367.
Mlle-Miss Blanche Bédard.....	4670.	361.
William Evelyn.....	4679.	574, 575.
Alexis Bouthillier.....	4678.	137, 138, 139.
Nathan Miller.....	4673.	63, 64.
Joseph Brazeau.....	4676.	174.
Alexis Bouthillier.....	4678.	109p, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 128, 127, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136.
Albert-E. Casault <i>et al</i>	4679.	443, 444, 445.
William C. Daley.....	4679.	665, 666.
Delphis St-Laurent.....	4679.	846, 847 pt. N.-O.-W.
Andrew P. Hutton.....	4679.	618.
Dame C. Boucher, veuve-widow L.-Z. Mathieu.....	4679.	514, 515.
Fred. W. Bamford & Arthur Dunning.....	4679.	503, 504.
Rosario Voyer.....	4687.	365 pt.
William Ryan.....	4687.	273, 274.
Honoré Farmer.....	4681.	222.
J.-A. Raymond.....	4680.	381 pt. S.-E.
Mlle-Miss A. Héty.....	4687.	53.
Frank Amery.....	4687.	58.
Cyrille Cantin.....	4687.	483, 484.
Dame C. Covy-Doga, épouse-wife of Angelos Cristof, et-and E. Soterion.....	4687.	542, 517.
Victor Blondin.....	4687.	66.
Honoré Brisson.....	4687.	67.
Patrick Charest.....	4687.	36, 37.

Noms des Propriétaires Names of Proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Owen C. Bingham.....	4687	33.
Herménégilde Goulet et al.....	4687	44.
Corp. Archevêché de Montréal.....	4687	45, 46, 48, 49.
James Morey.....	4687	115½ O.-W., 116.
Joseph Orsali.....	4687	448.
Rosario Voyer.....	4687	144.
Lomar Culver.....	4687	684.
Dame Paul-Émile Caya.....	4687	337, 338.
Greater Montreal Land Co.....	4687	253, 254, 312, 409, 567, 593, 594, 657, 675, 676, 709, 758

Les immeubles susdits sont tous sur le plan et dans le livre de renvoi de la paroisse de Montréal, et situés dans la cité de Verdun.

Donné en la cité de Verdun, P.Q., ce vingt-sixième jour du mois de juin 1936.

3607—26-2

A.-J. BURGESS,

Greffier.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the parish of Montreal, and situated in the city of Verdun.

Given at the City of Verdun, P.Q., this twenty-sixth day of June, 1936.

3608—26-2

A. J. BURGESS,

City Clerk.

Province de Québec

VILLE DE RICHMOND

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Richmond, que la propriété ci-dessous désignée et située dans les limites de la ville de Richmond, sera vendue à l'enchère publique, au bureau du Conseil, à l'Hôtel de Ville de la dite ville de Richmond, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JUILLET 1936, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et autres impositions, ainsi que les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et autres impositions et dépens ne soient payés avant la vente, savoir:

Flynn, Mme Mary, Succession.—Le lot No 465, (quatre cent soixante-cinq) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Richmond—avec bâtisses dessus construites et autres dépendances y appartenant... \$112.25
Donné à Richmond, Québec, ce vingt-septième jour du mois de juin, mil neuf cent trente-six.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Richmond,
3671—27-2-o CAMILLE DUPUIS, N. P.

Province of Quebec

TOWN OF RICHMOND

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Town of Richmond, that the following property hereafter designated and situate within the limits of the Town of Richmond, will be sold by Public Auction, at the office of the Council, at the Town Hall in the said Town of Richmond, on SATURDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of JULY, 1936, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time), to satisfy the payment of the Municipal and School taxes and other impositions and costs incurred by the sale, unless these taxes and other impositions and costs be paid before the sale, to wit:

Flynn, Mrs Mary, Estate.—Lot No. 465 (four hundred and sixty-five) on the cadastral plan and book of reference for the Town of Richmond—with buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging... \$112.25
Given at Richmond, Quebec, this twenty-seventh day of the month of June, nineteen hundred and thirty-six.

3672—27-2-o CAMILLE DUPUIS, N. P.,
Secretary-Treasurer of the Town of Richmond.

Minutes de notaire

Québec, le 18 juin 1936.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Bernard Melançon, notaire, résidant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Charles-Joseph-Eugène Charbonneau, en son vivant notaire, résidant et pratiquant à Montréal, même district.

ALEX. DESMEULES,

3543—25-4-o Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Quebec, June 18th., 1936.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Bernard Melançon, notary, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Charles Joseph Eugène Charbonneau, in his lifetime Notary, residing and practising at Montreal, said district.

ALEX. DESMEULES,

3544—25-4 Assistant Provincial Secretary.

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, le 29 juin 1936.

Quebec, June 29, 1936.

Présent: le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.
 Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Montpellier, dans le comté de Papineau, le 4e jour de mai 1936, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Montpellier, dans le comté de Papineau, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
 Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

EMILE MORIN,
 Pour le Ministre des Affaires Municipales.
 3699-o

Present: the Lieutenant-Governor in Council.
 Whereas, by resolution passed by the municipal council of Montpellier, in the county of Papineau, on the fourth day of May, 1936, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of Montpellier, in the county of Papineau, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
 Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

EMILE MORIN,
 For the Minister of Municipal Affairs.
 3700

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, le 29 juin 1936.

Quebec, June 29, 1936.

Présent: le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.
 Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Baie-Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, le premier jour de juin 1936 a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de la paroisse de Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
 Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

3701-o
 EMILE MORIN,
 Pour le Ministre des Affaires Municipales.

Present: the Lieutenant-Governor in Council.
 Whereas, by resolution passed by the municipal council of the parish of Baie St-Paul, in the county of Charlevoix, on the first day of June, 1936, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the parish of Baie Saint Paul in the county of Charlevoix, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
 Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

3702 For the Minister of Municipal Affairs.
 EMILE MORIN,

Examen du barreau—Bar Examination

BARREAU DE RICHELIEU—BAR OF RICHELIEU

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW

Examens de juillet 1936 — Examinations of July 1936.

Noms Names	Prénoms Surnames	Résidence Residence	Age	Collèges Colleges
Charpentier.....	Paul-Hyacinthe..	St-Hyacinthe.....	28	a) Jardin Enf. des RR. SS. St-Joseph, St-Hyacinthe. b) Collège des RR. FF. Maristes, Iberville. c) Collège Classique St-Laurent, Montréal. d) Séminaire St-Hyacinthe. e) Collège Bourget, Rigaud. f) Collège des Dominicains, Ottawa.
Breault.....	Jean-Paul.....	St-Hyacinthe.....	22	a) Ecole Mercier, St-Hyacinthe. b) Académie Girouard, St-Hyacinthe. c) Séminaire St-Hyacinthe.
Gagné.....	Roger.....	Sorel.....	20	a) Mt. St-Bernard, à Sorel. b) Collège Jean de Brébeuf. c) Loyola College.
Rousseau.....	Henri-Maurice...	St-Hyacinthe.....	21	a) Académie Girouard, St-Hyacinthe. b) Séminaire St-Hyacinthe.
Ferland.....	Jean-Lucien.....	Pierreville.....	20	a) Ecole Primaire, Pierreville. b) Séminaire de Nicolet.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Chassé.....	Paul-Émile.....	Pierreville.....	24	Université McGill, Montréal.
-------------	-----------------	------------------	----	------------------------------

Le secrétaire du Barreau de Richelieu,
GERARD COURNOYER,
Secretary of the Bar of Richelieu.

3597-98—26-2-o

Vente par licitation

Sale by licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No A-138.140: Dame Emilienne Vallée & Vir, est demanderesse; vs Dame Adélaïde Vallée et al., défendeurs; et J.-Henri Vallée et al., mis-en-cause.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, prononcé le vingt-cinquième jour de juin 1936, dans une cause dans laquelle Dame Emilienne Vallée, épouse contractuellement séparée de biens de Charles Laparé, capitaine de pompier, et ledit Charles Laparé, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la cité et du district de Montréal, est demanderesse; et Dame Adélaïde Vallée, épouse contractuellement séparée de biens de Eugène Marchand, restaurateur, et ledit Eugène Marchand pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la cité de Montréal, dit district, Léandre Vallée, surintendant de la cité de Montréal, dit district, J.-Henri Vallée, voyageur de commerce, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, sont défendeurs et J.-Henri Vallée, voyageur de commerce de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, et Charles Laparé, capitaine de pompier, de la cité de Montréal, dit district, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires à la Succession de feu, Dame Virginie Vallée, en son vivant de la cité de Montréal, dit district, sont mis-en-cause, la licitation des immeubles ci-après désignés a été ordonnée, savoir:

a. Un terrain situé à Montréal, borné en front

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. A-138.140; Mrs Emilienne Vallée et Vir, plaintiff; vs Mrs Adelaide Vallée et al., defendants; and J. Henri Vallée et al., mis-en-cause.

Public notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the twenty-fifth day of June, 1936, in a case in which Mrs Emilienne Vallée, wife separated of property by marriage contract of Charles Laparé, fire captain, and the said Charles Laparé to authorize his said wife to these presents, both of the city of Montreal, said district, is plaintiff; and Mrs Adelaide Vallée, wife separated of property by marriage contract of Eugène Marchand, restaurant keeper, and the said Eugène Marchand to authorize his said wife to these presents, both of the city of Montreal, said district, Léandre Vallée, superintendent of the city of Montreal, said district, J. Henri Vallée, commercial traveller, of the city of Saint John, district of Iberville, are defendants; and J. Henri Vallée, commercial traveller of the city of Saint John, district of Iberville, and Charles Laparé, fire captain, of the city of Montreal, said district, both in their quality of testamentary executors to the Estate of the late Mrs Virginie Vallée, in her lifetime of the city of Montreal, said district, are mis-en-cause, the licitation of the hereafter described properties has been ordered, namely:

a. A lot of land situate in Montreal, bounded

par la rue Turgeon, et connu et désigné sous le numéro dix-neuf cent quatre-vingt-un (1981) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec deux maisons sus-érigées, portant les numéros civiques 238-240-242-244-246 et 248 de la rue Turgeon;

b. Un lot de terre situé à Montréal, ayant front sur la rue Saint-Augustin, dans le quartier Saint-Henri et connu et désigné sous le numéro deux mille cent trente-quatre (2134) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga; de la contenance de quarante pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de longueur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec maison et construction et portant les numéros civiques 121-123-125-127 et 129 de la rue Saint-Augustin;

c. Un lot de terre situé dans le quartier Mont-Royal, à Westmount, faisant front à l'avenue Highland ou Addington, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix-neuf (179-339) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant trente-trois pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec maison dessus érigée et portant le numéro civique 3825 rue Addington;

d. Deux terrains vacants situés sur la rue Cool, en la cité de Verdun, et portant les numéros sept cent soixante-quatre et sept cent soixante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-764 et 765) au plan et sur le livre de renvoi officiels susdit;

Lesdits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérissseur, le SIXIEME jour de JUILLET 1936 par le protonotaire, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Montréal, chambre No 14, 85 est rue Saint-Jacques, Montréal, ou tout autre local où les parties seront référées, à DIX heures et DEMIE du matin (heure avancée), sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour, au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront foreloses du droit de le faire.

Montréal, le 26 juin 1936.

Les procureurs de la demanderesse,
3669-27-2-o MONET & RAINVILLE.

Action en séparation de biens

Canada, P. Q., district Saint-François, C. S., No 293. Dame Florida Viens, épouse commune en biens de Auguste Sirois, journalier, domiciliée à Saint-Georges-de-Windsor, district de Saint-François, demanderesse; et ledit Auguste Sirois, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 juin 1936.

Sherbrooke, Québec, le 20 juin 1936.

Les procureurs de la demanderesse,
3665-o GERVAIS & VEILLEUX.

in front by Turgeon Street and known and designated under the number one thousand nine hundred and eighty-one (1981) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with two houses thereon erected, and bearing the civic numbers 238-240-242-244-246 and 248 of the said Turgeon Street;

b. A lot of land situate in Montreal, fronting on Saint Augustin Street, in Saint Henry Ward, and known and designated under the number two thousand one hundred and thirty-four (2134) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, in Hochelaga county; containing forty feet in width by ninety feet in depth, English measure, more or less—with a house and construction bearing the civic numbers 121-123-125-127 and 129 of the said Saint Augustin Street;

c. A lot of land situate in Mont-Royal Ward, Westmount, fronting to Highland Avenue or Addington, known and designated under the number three hundred and thirty-nine of the official subdivision lot number one hundred and seventy-nine (179-339) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring thirty-three feet in width by ninety feet in depth, English measure, more or less—with a house thereon erected and bearing the civic number 3825 Addington Street;

d. Two vacant lots situate on Cool Street, in the city of Verdun, and bearing the numbers seven hundred and sixty-four and seven hundred and sixty-five of the official subdivision lot number three thousand four hundred and five (3405-764 and 765) on the said official plan and book of reference.

The above described immovable properties will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the SIXTH day of JULY, 1936, by the Prothonotary, in Room No. 14, 85 East Saint James Street, at the Court House of Montreal, or in any other room where the parties may be referred, at HALF PAST TEN (day-light saving time), subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited at the Prothonotary's office of the said Court and all oppositions to annul, or *afin de charge*, or *afin de distraire* to said licitation should be filed at said Prothonotary's office at least 12 days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all opposition for payment in the six days following the adjudication, in default of which right to file same will be exhausted as according to law.

Montreal, June 26th., 1936.

MONET & RAINVILLE,
3670-27-2-o Attorneys for plaintiff.

Action for separation as to property

Canada, P. Q., district Saint Francis, S. C., No. 293. Dame Florida Viens, wife common as to property of Auguste Sirois, laborer, domiciled at Saint Georges de Windsor, district of Saint Francis, plaintiff; and said Auguste Sirois of same parts, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 19th. day of June, 1936.

Sherbrooke, Quebec, June 20th., 1936.

GERVAIS & VEILLEUX,
3666-o Attorneys for plaintiff.

Soumissions

Tenders

Province de Québec, Cité de Sherbrooke.

Province of Quebec, City of Sherbrooke.

SOUMISSIONS POUR OBLIGATIONS

TENDERS FOR BONDS

La cité de Sherbrooke demande des soumissions pour la vente de \$875,000 d'obligations municipales décrites au tableau ci-dessous, toutes datées du 1er juin, 1936:

The City of Sherbrooke is calling for tenders for the sale of \$875,000 worth of bonds as hereinbelow described, all dated June 1st, 1936:

Echéance Maturity	Règlement By-law No 559	Règlement By-law No 560	Règlement By-law No 561	Règlement By-law No 519	Règlement By-law No 522	Règlement By-law No 523	Total	Taux d'intérêt Rate of interest
Juin-June, 1937	\$3,000 00	\$5,000 00	\$15,000 00	\$1,500 00	\$5,500 00	\$1,500 00	\$31,500 00	2½%
" " 1938	3,000 00	5,000 00	16,000 00	2,000 00	7,000 00	2,000 00	35,000 00	"
" " 1939	3,000 00	5,000 00	16,000 00	2,000 00	7,000 00	2,000 00	35,000 00	"
" " 1940	3,500 00	5,500 00	17,000 00	2,000 00	7,000 00	2,000 00	37,000 00	"
" " 1941	3,500 00	5,500 00	17,000 00	2,500 00	8,500 00	2,500 00	39,500 00	"
" " 1942	3,500 00	5,500 00	18,000 00	2,500 00	8,500 00	2,500 00	40,500 00	3 %
" " 1943	3,500 00	6,000 00	18,000 00	2,500 00	8,500 00	2,500 00	41,000 00	"
" " 1944	3,500 00	6,000 00	19,000 00	3,000 00	8,500 00	2,500 00	42,500 00	"
" " 1945	4,000 00	6,000 00	19,000 00	3,000 00	8,500 00	2,500 00	43,000 00	"
" " 1946	4,000 00	6,500 00	20,000 00	3,000 00	10,000 00	3,000 00	46,500 00	"
" " 1947	4,000 00	6,500 00	20,000 00	3,000 00	11,000 00	3,000 00	47,500 00	3½%
" " 1948	4,000 00	7,000 00	21,000 00	3,000 00	11,000 00	3,000 00	49,000 00	"
" " 1949	4,500 00	7,000 00	21,000 00	3,000 00	11,000 00	3,000 00	49,500 00	"
" " 1950	4,500 00	7,500 00	22,000 00	3,500 00	12,500 00	3,500 00	53,500 00	"
" " 1951	4,500 00	8,000 00	22,000 00	3,500 00	12,500 00	3,500 00	54,000 00	"
" " 1952	4,500 00	8,000 00	23,000 00	3,500 00	.....	.....	39,000 00	"
" " 1953	4,500 00	8,500 00	23,000 00	3,500 00	.....	.....	39,500 00	"
" " 1954	5,000 00	8,500 00	24,000 00	3,500 00	.....	.....	41,000 00	"
" " 1955	5,000 00	9,000 00	24,000 00	4,000 00	.....	.....	42,000 00	"
" " 1956	5,000 00	9,000 00	25,000 00	4,500 00	.....	.....	43,500 00	"
" " 1957	.....	.....	.....	4,500 00	.....	.....	4,500 00	"
" " 1958	.....	.....	.....	4,500 00	.....	.....	4,500 00	"
" " 1959	.....	.....	.....	5,000 00	.....	.....	5,000 00	"
" " 1960	.....	.....	.....	5,500 00	.....	.....	5,500 00	"
" " 1961	.....	.....	.....	5,500 00	.....	.....	5,500 00	"
	\$80,000 00	135,000 00	400,000 00	84,000 00	137,000 00	39,000 00	875,000 00	

Les dites soumissions seront reçues par le soussigné jusqu'au 20 juillet prochain (1936) à 4 heures de l'après-midi, alors que le Conseil Municipal, ou sa Commission des finances, en disposera à une assemblée tenue à l'hôtel-de-ville, en la cité de Sherbrooke.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts courus.

La livraison des titres se fera le ou vers le 25 août 1936. Coupures au choix de l'acheteur.

La cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, ce 29 juin, 1936.

3697-o

Lé greffier de la cité,
ANT. DESLAURIERS.

Said tenders shall be received by the undersigned until July 20th next (1936) at 4 P.M., when the Municipal Council, or its Finance Committee, shall dispose of them at a meeting held at the City Hall, in the City of Sherbrooke.

Tenders should be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and specify whether the price offered includes accrued interest or not.

Delivery of the bonds shall be made on or about August 25th, 1936. Denominations to suit the purchaser.

The City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sherbrooke, this 29th day of June, 1936.

3698-o

ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

Avis divers

Miscellaneous Notices

ASSOCIATED QUALITY CANNERS (QUEBEC) LIMITED

ASSOCIATED QUALITY CANNERS (QUEBEC) LIMITED

Sommaire du Règlement No XIX.

Summary of By-law No. XIX.

Conformément et en vertu de l'Article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Associated Quality Canners (Quebec) Limited", donne par les présentes avis de l'adoption et confirmation, le 26 juin 1936, de son Règlement No XIX décrétant que la compagnie a cessé d'exercer ses opérations excepté pour fins de ventilation

Under and by virtue of Section 81 of the Quebec Companies Act, "Associated Quality Canners (Quebec) Limited", hereby given notice of the enactment and confirmation on the 26th day of June, 1936, of its By-law No. XIX reciting that the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs

de ses affaires et a nulles dettes ou obligations excepté envers son principal actionnaire, et pourvoyant à la distribution des biens de la corporation entre ses actionnaires; et que telle distribution sera effectuée à l'expiration de quinze jours à compter de la date de la publication du présent avis.

Daté à Montréal, ce 26ème jour de juin 1936.

ASSOCIATED QUALITY CANNERS (QUEBEC) LIMITED

Le secrétaire,

3683

(Signed) P.-G. PRIOR.

and has no debts or obligations except to its principal shareholder, and providing for the distribution of the assets of the corporation among its shareholders; and that such distribution will be effected upon the expiry of fifteen days from the date of publication hereof.

Dated at Montreal, this 26th. day of June, 1936.

ASSOCIATED QUALITY CANNERS (QUEBEC) LIMITED

(Signed) P. G. PRIOR,

3684-o

Secretary.

Avis est par le présent donné que "Criterion Advertising Company Inc.", autorisée à faire des affaires dans cette Province, a nommé par nouvelle procuration, M. Jacques Fortier, avocat, de la cité de Hull, dans le comté de Hull, dans la province de Québec, son agent principal, avec son bureau chef d'affaires, dans la cité de Hull, "63 Main Street", dite Province.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,

3667-o

Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that the "Criterion Advertising Company Inc.", authorized to carry on business in this Province, has appointed by a new power of attorney Mr. Jacques Fortier, advocate of the city of Hull, in the county of Hull, in the Province of Quebec, his principal agent, with his head office, in the city of Hull, 63 Main Street, said Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3668

Assistant Provincial Secretary.

"FARMERS' TELEPHONE COMPANY"

Résolution des directeurs remplaçant le règlement No 2 de la Compagnie.

Attendu que le Règlement No 2 de cette Compagnie fixe le nombre des directeurs de cette compagnie à neuf (9);

Attendu qu'un directeur est mort récemment;

Attendu qu'il est opportun de réduire le nombre des directeurs de cette compagnie de neuf (9) à huit (8);

Attendu qu'il est en conséquence nécessaire d'annuler et de remplacer le présent Règlement No 2 de cette compagnie.

Il est proposé par J. E. Ness, secondé par J. O. McKell et unanimement résolu que le présent Règlement No 2 de cette Compagnie soit et il est par les présentes révoqué et annulé et remplacé par le suivant:

Règlement No 2:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes fixé à huit (8).

Howick, Qué., ce 14ème jour d'avril 1936.

Le président,
G.-O. CAMERON.

Le secrétaire,
W. F. WELCH.

3695

"FARMERS' TELEPHONE COMPANY"

Resolution of the Directors replacing By-law No. 2 of the Company.

Whereas By-law No. 2 of this Company fixes the number of Directors of this Company to nine (9);

Whereas one Director died recently;

Whereas it is advisable to reduce the number of Directors of this Company from nine (9) to eight (8);

Whereas it is therefore necessary to cancel and replace the present By-law No. 2 of this Company.

It is moved by J. E. Ness, seconded by J. O. McKell and unanimously resolved that the present By-law No. 2 of this Company be and it is hereby cancelled and annulled and replaced by the following:

By-law No. 2:

That the number of Directors of the Company be and the same is hereby fixed to eight (8).

Howick, Que., this 14th day of April, 1936.

G. O. CAMERON,

President.

W. F. WELCH,

Secretary.

3696

Bureau-chef

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Prudential Trading Corporation, Limited", constituée en corporation par lettres patentes le cinquième jour de septembre 1935, et ayant son bureau-chef où son bureau était situé jusqu'à ce jour, a déménagé le dit bureau à 302, Edifice de la Banque de Toronto, 414, rue Saint-Jacques-Ouest, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 25ème jour de juin 1936.

Le secrétaire,

BYRON W. ORTH.

3693

Chief Office

Notice is hereby given that "Prudential Trading Corporation Limited", incorporated by Letters Patent on the Fifth day of September, 1935, and having its head office where its office was situated up to today, has moved it to 302 Bank of Toronto Building, 414 Saint James Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 25th day of June, 1936.

BYRON W. ORTH,

Secretary.

3694-o

VENTES PAR LE SHÉRIF BEAUHARNOIS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois, } **JOHN-J. PATTER-**
No 1516. } **SON, demandeur;**
Cour de Circuit, } **vs JAMES-ROBERT**
Huntingdon. } **McCAIG, défendeur.**

Saisi comme appartenant au défendeur:—

Ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Huntingdon, sous le numéro quatre-vingt-deux (82)—avec les édifices sus-érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph-de-Huntingdon, dans la ville de Huntingdon, MARDI, le QUATRIEME jour d'AOUT 1936, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le shérif,

Bureau du shérif, **PIERRE REID.**
Salaberry-de-Valleyfield, ce 26 juin 1936.
[Première publication, le 4 juillet 1936]
3673—27-2

SHERIFF'S SALES BEAUHARNOIS

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois, } **JOHN J. PATTER-**
No. 1516. } **SON, plaintiff;**
Circuit Court, } **vs JAMES ROBERT**
Huntingdon. } **McCAIG, defendant.**

Seized as belonging to the defendant:

That lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of Huntingdon, under the number eighty-two (82)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, in the Town of Huntingdon, on TUESDAY, the FOURTH day of AUGUST, 1936, at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

PIERRE REID.

Sheriff's Office, **Sheriff.**
Salaberry de Valleyfield, this 26th June, 1936.
[First publication, July 4th., 1936]
3674—27-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada,
Province de Québec, } **STANISLAS BEAU-**
District de Bedford, } **REGARD, deman-**
Cour Supérieure, } **deur; vs DAME IDA**
No 444. } **CHAGNON, défende-**
resse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Une ferme connue et désignée comme étant le lot numéro cinq cent six (506), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Shefford, district de Bedford, contenant cent vingt-cinq acres en superficie, plus ou moins—avec une maison et autres bâties dessus.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Waterloo, en la ville de Waterloo, dit district, le CIN-QUIEME jour d'AOUT 1936, à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Le shérif,

Bureau du shérif, **W.-FREDERIC KAY.**
Sweetsburg, Qué., ce 29 juin 1936.
[Première publication, le 4 juillet 1936]
3677—27-2-0

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada,
Province of Quebec, } **STANISLAS BEAU-**
District of Bedford, } **REGARD, plain-**
Superior Court, } **tiff; vs DAME IDA**
No. 444. } **CHAGNON, defen-**
dant.

As belonging to the defendant:

A farm known and designated as being lot number five hundred and six (506) on the official plan and book of reference for the township of Shefford, district of Bedford, containing one hundred and twenty five acres in superficies, more or less—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bernadin de Waterloo, in the Town of Waterloo, said district, on the FIFTH day of AUGUST, 1936, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

W. FREDERIC KAY,

Sheriff's Office, **Sheriff.**
Sweetsburg, Que., June 29th., 1936.
[First publication, July 4th., 1936]
3678—27-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada,
Province de Québec, } **STANISLAS BEAU-**
District de Bedford, } **REGARD, deman-**
Cour Supérieure, } **deur; vs DAME IDA**
No 444. } **CHAGNON, défende-**
resse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-onze (391), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Shefford, district de Bedford.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim-de-Shefford,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada,
Province of Quebec, } **STANISLAS BEAU-**
District of Bedford, } **REGARD, plain-**
Superior Court, } **tiff; vs DAME IDA**
No. 444. } **CHAGNON, defen-**
dant.

As belonging to the defendant:

A lot of land known and designated as being lot number three hundred and ninety one (391) of the official plan and book of reference for the Township of Shefford, district of Bedford.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Shefford, at Saint

à Saint-Joachim-de-Shefford, dit district, le CIN-
QUIEME jour d'AOUT 1936, à DIX heures de
l'avant-midi, heure solaire.

Le shérif,
Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY,
Sweetsburg, Qué., ce 29 juin 1936.
[Première publication, le 4 juillet 1936]
3679—27-2-o

Joachim de Shefford, said district, on the FIFTH
day of AUGUST, 1936, at TEN o'clock in the
forenoon. (Standard Time).

W. FREDERIC KAY,
Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., June 29th., 1936.
[First publication, July 4th., 1936]
3680—27-2

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 4672. { PAUL-E. DUQUETTE, de Saint-
André-Avellin, dans le district de
Hull, manufacturier et commerçant, demandeur;
vs JAMES B. KNOX, des cité et district de
Montréal, défendeur.

Un terrain connu et désigné aux plan et livre
de renvoi officiels pour le deuxième rang du canton
d'Hartwell, comme étant partie du lot numéro
vingt et un "B" (ptie 21-B) de la contenance de
dix à douze arpents de terre en superficie, plus ou
moins et sans garantie de mesure précise, borné
au nord et à l'ouest par une baie communiquant
directement au grand lac Simon, à l'est par une
clôture de roches et au sud également par une
clôture de roches, les dites clôtures sont surmon-
tées à certains endroits de poteaux en cèdre aux-
quels sont cramponnés des fils de fer—et bâties
dessus érigées.

Pour être vendu le TREIZIEME jour de
JUILLET, 1936, à DIX heures de l'avant-midi
(heure solaire), à la porte de l'église de la paroisse
de Saint-Félix-de-Valois, à Chénéville, district de
Hull.

Le shérif,
Bureau du Shérif, I. ST-PIERRE.
Ce 10 juin 1936. 3419—24-2-o
[Première publication, 13 juin 1936]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: { ISIDORE COUPAL,
No 3670. { notaire, des cité et

district de Montréal, demandeur; vs ADRIEN
POISSANT, cultivateur, de Saint-Edouard-de-
Napierville, district d'Iberville, Dolorès Thibert,
épouse de Idola Chapdelaine, et ce dernier tant
personnellement que pour autoriser son épouse,
Dame Rose Thibert, épouse de Raoul Durant et
ce dernier tant personnellement que pour autoriser
son épouse, Nelson Thibert, tous des cité et dis-
trict de Montréal, Josephat l'Ecuyer, de Saint-
Michel-de-Napierville, district d'Iberville, en sa
qualité de tuteur à Lionel, Domina, Alice et Ray-
mond l'Ecuyer, en sa qualité de curateur aux
biens de Berthe, Yvonne, Marie-Ange, Roland,
Noëlla, Thérèse et Marie Thibert, et en sa qua-
lité de Procureur Spécial aux fins des présentes de
Ida Thibert et Laurette Thibert tous de Saint-
Albert, Alberta, Donat Thibert, d'Edmonton,
Alberta, Dame Albertine Thibert, épouse de
Mackay Lafleur et ce dernier pour autoriser son
épouse, de Crambrook, C.-A. Roger Thibert de
Wolfcreek, Alberta, Adrien Thibert, de Calgary,
Alberta, étant tous les héritiers de feu Lédéanne
Thibert, épouse commune en biens dudit Adrien
Poissant, décédée audit lieu de Saint-Edouard de
Napierville, le 25 septembre 1935, défendeurs:

HULL

Superior Court.—District of Hull.

No. 4672. { PAUL E. DUQUETTE, of Saint
André-Avellin, in the district of
Hull, manufacturer and trader, Plaintiff; vs
JAMES B. KNOX, of the city and district of
Montreal, defendant.

A lot of land known and designated on the
official plan and book of reference for the second
range of the township of Hartwell, as being part
of lot number twenty one "B" (Pt. 21B) contain-
ing from ten to twelve arpents of land in super-
ficies, more or less and without warranty of
exact measurement, bounded on the North and
West by a bay communicating directly with
Grand Lac Simon, on the East by a stone fence
and on the South also by a stone fence, the said
fences are topped at certain places by cedar poles
to which are attached iron wires—and buildings
thereon erected.

To be sold on the THIRTEENTH day of
JULY, 1936, at TEN o'clock in the forenoon
(Standard Time), at the church door of the parish
of Saint Felix de Valois, at Chénéville, district of
Hull.

I. ST. PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
this 10th of June, 1936. 3420—24-2
[First publication, June 13th, 1936]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Jean, to wit: { ISIDORE COUPAL,
No. 3670. { notary, of the city
and district of Montreal, plaintiff; vs ADRIEN

POISSANT, farmer, of Saint Edouard de Na-
pierville, district of Iberville, Dolorès Thibert,
wife of Idola Chapdelaine, and the latter both
personally and to authorize his wife, Dame Rose
Thibert, wife of Raoul Durant and the latter,
both personally and to authorize his wife, Nelson
Thibert, all of the city and district of Montreal,
Josephat L'Ecuyer, of Saint Michel de Napi-
erville, district of Iberville, in his quality of Guardian
to Lionel, Domina, Alice and Raymond
l'Ecuyer and in his quality of trustee of the prop-
erties of Berthe, Yvonne, Marie-Ange, Roland,
Noëlla, Thérèse et Marie Thibert, and in his
quality of special attorney, for the purpose hereof,
of Ida Thibert and Laurette Thibert all of Saint
Albert, Alberta, Donat Thibert of Edmonton,
Alberta, Dame Albertine Thibert, wife of Mackay
Lafleur and the latter to authorize his wife, of
Crambrook, C. A. Roger Thibert of Wolfcreek,
Alberta, Adrien Thibert of Calgary, Alberta,
being all the heirs of late Lédéanne Thibert, wife
common as to property of said Adrien Poissant,
who died at said place of Saint Edouard de Na-
pierville, September 25th., 1935, defendants:

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs:

Une terre située à Saint-Patrice-de-Sherrington, connue et désignée sous le numéro quatre cent vingt-neuf, (No 429) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, mesurant soixante-quinze arpents (75) en superficie, tel que le tout se trouve—avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées à ladite terre, et avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, dans le district d'Iberville, le QUATRIEME jour d'AOUT, mil neuf cent trente-six, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, Qué., le 29 juin 1936.
[Première publication, le 4 juillet 1936]
3689—27-2-o

Seized as belonging to the said defendants:

A farm situated at Saint Patrice de Sherrington, known and designated under the number four hundred and twenty-nine (No. 429) on the plan and book of official reference of the parish of Saint Patrice de Sherrington, measuring seventy-five (75) arpents in superficies, as the whole happen to be—with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said farm and with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrice de Sherrington, in the district of Iberville, the FOURTH day of AUGUST next, one thousand nine hundred and thirty-six, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jean, Que., June 29th., 1936.
[First publication, July 4th., 1936]
3690—27-2-o

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ALBERT DUMOULIN et al., demandeurs; vs AVILA ROULEAU, défendeur.
District de Joliette, }
No 5451.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Barthélemi, contenant environ vingt arpents en superficie, étant la juste moitié, côté sud-ouest, du lot de terre désigné par le No 437 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Barthélemi, dans le comté de Berthier, et borné comme suit: en front partie au chemin de front et partie par Philias Brizard et Olivier Dumontier, d'un côté par F.-X. Allard, de l'autre côté par le surplus du dit lot appartenant au dit Avila Rouleau, en profondeur par les terres du deuxième rang d'York—avec la maison et autres bâtisses dessus construites;

2. Un immeuble situé dans la paroisse de Saint-Barthélemi, dans rang Baie Bélair, et étant connu sous les numéros cent quarante-cinq et cent quarante-six (145 et 146) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Barthélemi, dans le comté de Berthier.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barthélemi, le QUATRIEME jour du mois d'AOUT 1936, à DIX heures de l'avant-midi, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DES ROCHES.
Joliette, ce vingt-sixième jour du mois de juin 1936.
3675—27-2-o
[Première publication, le 4 juillet 1936]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } PAUL LEBLANC; vs
No D-147714. } DAME A.-E. WARD,
veuve de William Swail.

Un emplacement ayant front sur la rue Des Erables, au coin sud-est de la rue Rachel, à Montréal, connu et désigné sous le numéro 2, de la subdivision officielle du lot 50 (50-2) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, } ALBERT DUMOLIN et al., plaintiffs; vs AVILA ROULEAU, defendant.
District of Joliette, }
No. 5451.

1. A farm situate in the parish of Saint Barthélemi, containing about twenty arpents in area, being the exact half, Southwest side, of the lot of land designated under No. 437 of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Barthélemi, in the county of Berthier, and bounded as follows: in front partly by the front road and partly by Philias Brizard and Olivier Dumontier, on one side by F. X. Allard, on the other side by the surplus of said lot belonging to said Avila Rouleau, in depth by the lands of the second range of York—with the house and other buildings thereon erected.

2. An immovable situate in the parish of Saint Barthélemi, in the "Baie Belair" range, and being known under numbers one hundred and forty five and one hundred and forty six (145 and 146) of the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint Barthélemi, in the county of Berthier.

To be sold at the church door of the parish of Saint Barthélemi, on the FOURTH day of the month of AUGUST, 1936, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

GEORGE DES ROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, this 26th. day of the month of June, 1936.
3676—27-2
[First publication, July 4th., 1936]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } PAUL LEBLANC; vs
No. D-147714. } DAME A. E. WARD,
widow of William Swail.

An emplacement fronting on Maple Street, at the Southeast corner of Rachel Street, at Montreal, known and designated under number 2, of the official subdivision of lot 50 (50-2) on the official plan and book of reference for the Incorporation of the Village of the Côte

de la Visitation; mesurant vingt et un pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec bâtisse dessus construite, portant les numéros civiques 2150 à 2158 de ladite rue Rachel et 4193 à 4195 de ladite rue Des Erables. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble; avec droit de passage dans toutes ruelles destinées au service d'icelui, telles que désignées dans les divers actes et titres portant sur ledit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,300.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 19 mai 1936.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 9 juin 1936. 3257—24-2-o
[Première publication, le 6 juin 1936 est nulle.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: { WILLIAM-EDWARD
C-146581. { BEUTHNER; vs
HECTOR AUBRY.

Un terrain sis à Montréal, ayant front sur l'avenue Laval, portant le No 17, de la subdivision officielle du lot No 906 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant 23 pieds de largeur par 82 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins—avec une maison en pierre portant le No 118 de la dite Avenue Laval, (maintenant le No 3650); le mur sud-est de cette maison étant mitoyen avec la maison voisine et avec droit de passage en commun avec les autres ayant le même droit dans la ruelle de 12 pieds de largeur située en arrière du dit terrain.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$900.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 29 mai 1936.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 9 juin 1936. 3361—24-2-o
[Première publication, le 13 juin 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: { JOSEPH LARCHE; vs
146854. { J.-MARC ARCHAM-
BAULT, es-qual.

Un emplacement connu et désigné sous le numéro vingt et un de la subdivision officielle du lot numéro cent vingt-six (126-21) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comté d'Hochelaga, situé en la ville Saint-Pierre, et mesurant soixante pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées portant No 176 rue Camille, dite ville Saint-Pierre, et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 9 juin 1936. 3363—24-2-o
[Première publication, le 13 juin 1936]

porated Village of Côte de la Visitation; measuring twenty one feet in width by ninety one feet in depth, English measure and more or less.

With the building thereon erected, bearing civic numbers 2150 to 2158 of said Rachel Street and 4193 to 4195 of said Maple Street. As the whole presently subsists with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable; with right of way in all the lanes destined for the service thereof, as designated in the various deeds and titles appertaining the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1300.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May 19, 1936.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, June 9th., 1936. 3258—24-2
[First publication, June 6th., 1936 is null.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: { WILLIAM EDWARD
C-146581. { BEUTHNER; vs
HECTOR AUBRY.

A lot of land lying in Montreal, fronting on Laval Avenue, bearing No. 17 of the official subdivision of lot No. 906 of the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, of the city of Montreal, measuring 23 feet in width by 82 feet in depth, the whole English measure, and more or less—with a stone house bearing No. 118 said Laval Avenue, (now No. 3650); the Southeast wall of the said house being mitoyen with the neighboring house and with right of way in common with others having the same right in the lane of 12 feet in width situate in rear of the said land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$900.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated May 29, 1936.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, June 9, 1936. 3362—24-2
[First publication, June 13, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: { JOSEPH LARCHE; vs
146854. { J. MARC ARCHAM-
BAULT, es-qual.

An emplacement known and designated under number twenty one of the official subdivision of lot number one hundred and twenty six (126-21) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, county of Hochelaga, situate in the town of Saint Pierre, and measuring sixty feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less—with all the buildings thereon erected bearing No. 176 Camille Street, said town of Saint Pierre, and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, June 9th., 1936. 3364—24-2
[First publication, June 13th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **NATIONAL TRUST**
No A-150038. { **COMPANY, LTD.;**
vs DAME GOLDBY CROWN, épouse séparée
de biens d'Isidore Cohen, et ce dernier pour auto-
riser son épouse aux fins des présentes.

Un certain emplacement sis et situé sur le Boulevard Mont-Royal, en la cité d'Outremont, faisant partie du lot numéro vingt-huit aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et étant plus particulièrement décrit sur le plan de subdivision dûment fait et déposé d'une partie du dit lot officiel comme étant la subdivision numéro onze (28-11), contenant, le dit emplacement, soixante-neuf pieds en front sur le dit Boulevard Mont-Royal, laquelle étendue en front est de forme circulaire, une largeur de vingt-sept pieds en arrière par une profondeur sur la ligne de côté est de quatre-vingt-trois pieds et demi, sur une profondeur sur la ligne de côté sud de quatre-vingt-six pieds et une superficie totale de quatre mille trente-quatre pieds carrés, le tout d'après la mesure anglaise, plus ou moins, et borné en front au sud par le Boulevard Mont-Royal susdit, en arrière par une partie de la subdivision neuf, d'un côté à l'est par la subdivision douze et de l'autre côté à l'ouest par la subdivision huit, toutes du dit lot officiel.

Avec l'édifice sus-érigé connu comme étant le No 1053, du dit Boulevard Mont-Royal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$681.90 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement del'Hon. Juge Curran, en date du 5 juin 1936.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 9 juin 1936. 3365—24-2
[Première publication, le 13 juin 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **NATIONAL TRUST**
No. A-150038. { **COMPANY, LTD.;**
vs DAME GOLDBY CROWN, wife separate as
to property of Isidore Cohen, and the latter to
authorize his wife for the purposes hereof.

A certain emplacement being and situated on Mount Royal Boulevard, in the city of Outremont, forming part of lot number twenty eight on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and being more particularly described on the subdivision plan duly made and filed of a part of said official lot as subdivision number eleven (28-11), containing the said emplacement a frontage of sixty nine feet on said Mount Royal Boulevard, which said frontage is circular in shape, a width of twenty seven feet in rear by a depth in the East side line of eighty three and one half feet, by a depth in the South side line of eighty six feet and a total superficial area of four thousand and thirty four square feet, all English measure, more or less, and being bounded in front to the South by Mount Royal Boulevard aforesaid, in rear by a portion of subdivision nine, on one side to the East by subdivision twelve and on the other side to the West by subdivision eight, all of the said official lot.

With the building thereon erected known as No. 1053 in said Mount Royal Boulevard.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$681.90 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated June the fifth, 1936.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, June 9th., 1936. 3366—24-2-o
[First publication, June 13th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **GUISEPPE (ou Joseph)**
No B-145025. { **MANCINI; vs DR.**
V. RHEAUME.

1. Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Rhéaume, en la cité de Verdun, mesurant trente-neuf pieds en largeur par cent pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison portant les numéros civiques 164, 166, 168, 170, 172 et 174, de la dite avenue Rhéaume, dont le mur de pignon sud-est est mitoyen, et autres édifices sus-érigés, et avec le droit de passage en commun avec tous autres dans les ruelles desservant le dit emplacement, lequel emplacement est composé:

(a) De la subdivision numéro vingt du lot original numéro trois mille quatre cent deux (3402-20) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-six pieds et six pouces en largeur par cent pieds en profondeur;

(b) De la partie nord-ouest de la subdivision numéro vingt et un du lot original numéro trois mille quatre cent deux (3402-Ptie N.O. 21) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant douze pieds et six pouces en largeur par cent pieds en profondeur, et bornée en front par la dite avenue Rhéaume, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le lot numéro 3402-20 ci-dessus décrit et au sud-est par le résidu du dit lot numéro 3402-21.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **GUISEPPE (or Joseph)**
No. B-145025. { **MANCINI; vs DR.**
V. RHEAUME.

1. That certain emplacement fronting on Rheume Avenue, in the city of Verdun, measuring thirty nine feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less—with a house bearing the civic numbers 164, 166, 168, 170, 172 and 174 of said Rheume Avenue, whereof the South East gable wall is mitoyen, and other buildings thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lanes leading to the said emplacement, which emplacement is composed:

(a) Of subdivision number twenty of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-20) of the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring twenty six feet and six inches in width by one hundred feet in depth;

(b) Of the Northwest part of subdivision number twenty one of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-N.W.-Pt. 21) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twelve feet and six inches in width by one hundred feet in depth, and bounded in front by said Rheume Avenue, in rear by a lane, to the Northwest by the hereinabove described lot number 3402-20 and to the Southeast by the remainder of said lot number 3402-21.

2. Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Rhéaume, en la cité de Verdun, mesurant trente-sept pieds et six pouces en largeur par cent pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison portant les numéros civiques 116, 118, 120, 122, 124 et 126 de la dite avenue Rhéaume, dont les deux murs de pignon sont mitoyens, et autres édifices sus-érigés, et avec le droit de passage en commun avec tous autres dans la ruelle desservant le dit emplacement, lequel dit emplacement est composé:

(a) De la partie sud-est de la subdivision numéro vingt-cinq du lot originaire numéro trois mille quatre cent deux (3402-Ptie S.E. 25) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant trois pouces en largeur par cent pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Avenue Rhéaume, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le résidu du dit lot numéro 3402-25 et au sud-est par le lot numéro 3402-26 ci-après décrit.

(b) Du numéro de subdivision vingt-six du lot originaire numéro trois mille quatre cent deux (3402-26) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant vingt-cinq pieds en largeur sur cent pieds en profondeur.

(c) De la partie nord-ouest du numéro de subdivision vingt-sept du lot originaire numéro trois mille quatre cent deux (3402-Ptie N.O. 27) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant douze pieds et trois pouces en largeur par cent pieds en profondeur, et bornée en front par l'avenue Rhéaume, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le lot numéro 3402-26 ci-dessus décrit et au sud-est par le résidu du dit lot numéro 3402.

3. Ce certain emplacement ayant front sur l'Avenue Wellington, en la cité de Verdun, Province de Québec, composé du lot de subdivision numéro treize de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent deux "A" (3402-"A"-13), lot de subdivision numéro onze de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent deux (3402-11) et de la partie nord-est du lot de subdivision numéro douze de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent deux (3402-Ptie N.E. 12) toutes aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant la dite partie du lot numéro 3402-12, cinq pieds en largeur par cent quatorze pieds deux pouces en profondeur sur la ligne de côté nord-est et cent treize pieds huit pouces en profondeur sur la ligne de côté sud-ouest, et tout le dit emplacement mesure trente-deux pieds en largeur par cent dix-sept pieds en profondeur sur la ligne de côté nord-est et cent treize pieds huit pouces en profondeur sur la ligne de côté sud-ouest, et une superficie de trois mille six cent quatre-vingt-dix (3690) pieds carrés; toutes les dites mesures sont des mesures anglaises et plus ou moins, le dit emplacement étant borné comme suit:

En front par la dite avenue Wellington, en arrière par une ruelle, au nord-est par l'avenue Rhéaume et au sud-ouest par le résidu du dit lot numéro 3402-12—avec les édifices sus-érigés contenant cinq logements portant les numéros civiques 1068, 1070, 1072, 1074 et 1076 (anciens numéros) de la dite avenue Wellington.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,090.00 quant au paragraphe No. 1, \$1,090.00 quant au paragraphe No. 2 et \$1,190.00 quant au paragraphe No. 3 sera exigé de

2. That certain emplacement fronting on Rheume Avenue, in the City of Verdun, measuring thirty seven feet and six inches in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less—with a house bearing the civic numbers 116, 118, 120, 122, 124 and 126 of said Rheume Avenue, whereof both gable walls are *mitoyens*, and other buildings thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed;

(a) Of the Southeast part of subdivision number twenty five of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-S.E.-Pt. 25), on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal measuring three inches in width by one hundred feet in depth, and bounded in front by the said Rheume Avenue, in rear by a lane, to the Northwest by the remainder of said lot number 3402-25 and to the Southeast by the hereinafter described lot numbers 3402-26.

(b) Of subdivision number twenty six of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-26) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth.

(c) Of the Northwest part of subdivision number twenty seven of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-N.W.-Pt. 27), on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twelve feet and three inches in width by one hundred feet in depth, and bounded in front by Rheume Avenue, in rear by a lane, to the Northwest by the hereinabove described lot number 3402-26 and to the Southeast by the remainder of said lot number 3402.

3. That certain emplacement fronting on Wellington Avenue, in the city of Verdun, Province of Quebec, composed of subdivision lot number thirteen of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and two "A" (3402-"A"-13), subdivision lot number eleven of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and two (3402-11) and the Northeast part of subdivision lot number twelve of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and two (3402-N.E.-Pt. 12), all on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring said part of lot number 3402-12 five feet in width by one hundred and fourteen feet two inches in depth on the Northeast side line and one hundred and thirteen feet eight inches in depth on the Southwest side line, and the whole of said emplacement measures thirty two feet in width by one hundred and seventeen feet in depth on the Northeast side line and one hundred and thirteen feet eight inches in depth on the Southwest side line, and a superficial area of three thousand six hundred and ninety (3,690) square feet; all of said measures are English measure and more or less, said emplacement being bounded as follows:

In front by said Wellington Avenue, in rear by a lane, to the Northeast by Rheume Avenue and to the Southwest by the remainder of said lot number 3402-12—with the buildings thereon erected containing five dwellings bearing the civic numbers 1068, 1070, 1072, 1074 and 1076 (old numbers) of said Wellington Avenue.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, in the SEVENTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,090.00 as to paragraph No. 1, \$1,090.00 as to paragraph No. 2 and \$1,190.00 as to paragraph No. 3, shall be exacted from each

tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 4ème jour de juin 1936.

Bureau du shérif,
Montréal, le 10 juin 1936.
[Première publication, le 13 juin 1936]

Le shérif,
OMER LAPIERRE.
3407-24-2

and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated June 4th., 1936.

Sheriff's Office,
Montreal, June 10th., 1936.
[First publication, June 13th., 1936]

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE PRUDENTIAL
No 145848. } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA; vs DAME LAURE
ALICE BRAY, faisant affaires dans les cité et
district de Montréal, sous les nom et raison
sociale de "J.-L. Gareau, Enregistrée", épouse
séparée de biens de J.-Léonard Gareau et ce
dernier pour autoriser son épouse aux fins des
présentes; et D. E. ALEXANDER, curateur au
délaissement.

A. Un emplacement ayant front sur l'avenue
Bannatyne, en la cité de Verdun, mesurant qua-
rante et un pieds en largeur sur quatre-vingt-dix
pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou
moins—avec une maison portant les numéros
civiques 4725 à 4731 de la dite avenue Banna-
tyne, dont le mur de pignon nord-est est mitoyen
et autres édifices sus-érigés, et avec le droit de
passage en commun avec tous les autres dans la
ruelle desservant le dit emplacement, lequel dit
emplacement est composé:

1. De la partie sud-ouest de la subdivision
numéro six cent vingt-cinq du lot originaire
numéro quatre mille six cent soixante-dix (4670-
partie S. O. 625) aux plan et livre de renvoi offi-
ciels de la municipalité de la paroisse de Mont-
réal, mesurant quatorze pieds en largeur par
quatre-vingt-dix pieds en profondeur, et bornée
en front par la dite avenue Bannatyne, en arrière
par une ruelle, au nord-est par le résidu du dit lot
No 4670-625 et au sud-ouest par le lot numéro
4670-626 ci-après décrit;

2. De la subdivision numéro six cent vingt-six
du lot originaire numéro quatre mille six cent
soixante-dix (4670-626) aux plan et livre de renvoi
officiels susdits, mesurant vingt-sept pieds en
largeur par quatre-vingt-dix pieds en profondeur.

B. Un emplacement ayant front sur la Sixième
Avenue, en la cité de Verdun, mesurant quarante-
deux pieds et six pouces en largeur par cent quatre
pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou
moins—avec une maison portant les numéros
civiques 1008 à 1014 de la dite Sixième avenue,
dont les deux murs de pignon sont mitoyens et
autres édifices sus-érigés et avec le droit de pas-
sage en commun avec tous autres dans la ruelle
desservant le dit emplacement, lequel dit empla-
cement est composé:—

1. De la subdivision numéro quatre cent trente-
quatre du lot originaire numéro quatre mille six
cent soixante-douze (4672-434) aux plan et livre
de renvoi officiels pour la municipalité de la pa-
roisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds en
largeur par cent quatre pieds en profondeur;

2. De la partie nord-ouest de la subdivision
numéro quatre cent trente-cinq du lot originaire
numéro quatre mille six cent soixante-douze
(4672-Ptie N. O. 435) aux plan et livre de renvoi
officiels susdits, mesurant dix-sept pieds et six
pouces en largeur par cent quatre pieds en pro-
fondeur, et bornée en front par la dite Sixième
Avenue, en arrière par une ruelle, au nord-ouest
par le lot No. 4672-434 ci-dessus décrit, et au sud-
est par le résidu du dit lot No 4672-435.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE PRUDENTIAL
No. 145848. } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA; vs DAME LAURE
ALICE BRAY, carrying on business in the city
and district of Montreal, under the firm name and
style of J. L. Gareau Enregistrée, wife separate as
to property of J. Leonard Gareau, and the latter
to authorize his wife for the purposes hereof; and
D. E. ALEXANDER, cutator to the abandon-
ment.

A. An emplacement fronting on Bannatyne
Avenue, in the city of Verdun, measuring forty
one feet in width by ninety feet in depth, English
measure and more or less—with a house bearing
the civic Nos. 4725 to 4731 of said Bannatyne
Avenue, whereof the North-East gable wall is
mitoyen and other buildings thereon erected, and
with the right of passage in common with all
others in the lane leading to the said emplace-
ment, which said emplacement is composed:

1. Of the South-West part of subdivision num-
ber six hundred and twenty five of the original
lot number four thousand six hundred and seven-
ty (4670-S.W.-Pt. 625), on the official plan and in
the book of reference of the municipality of the
parish of Montreal, measuring fourteen feet in
width by ninety feet in depth, and bounded in
front by said Bannatyne Avenue, in rear by a lane,
to the North-East by the remainder of said lot
No. 4670-625 and to the South-West by the here-
inafter described lot No. 4670-626;

2. Of subdivision number six hundred and
twenty six of the original lot number four thou-
sand six hundred and seventy (4670-626) on the
aforesaid official plan and book of reference,
measuring twenty seven feet in width by ninety
feet in depth.

B. An emplacement fronting on Sixth Avenue,
in the city of Verdun, measuring forty two feet
and six inches in width by one hundred and four
feet in depth, English measure and more or less—
with a house bearing the civic Nos. 1008 to 1014
of said Sixth Avenue, whereof both gable walls are
mitoyens and other buildings thereon erected
and the right of passage in common with all
others in the lane leading to the said emplace-
ment, which said emplacement is composed:

1. Of subdivision number four hundred and
thirty four of the original lot number four thou-
sand six hundred and seventy two (4672-434), on
the official plan and in the book of reference of the
Municipality of the parish of Montreal, measuring
twenty five feet in width by one hundred and four
feet in depth;

2. Of the North-West part of subdivision num-
ber four hundred and thirty five of the original
lot number four thousand six hundred and seven-
ty two (4672-N.W.-Pt. 435), on the aforesaid
official plan and book of reference, measuring
seventeen feet and six inches in width by one
hundred and four feet in depth, and bounded
in front by said Sixth Avenue, in rear by a lane,
to the North-West by the hereinabove described
lot No. 4672-434, and to the South-East by the
remainder of said lot No. 4672-435.

C. Un emplacement ayant front sur la Septième avenue, en la cité de Verdun, mesurant quarante pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison portant les numéros civiques 1090 à 1096 de la dite Septième Avenue, dont les deux murs de pignon sont mitoyens et autres édifices sus-érigés et avec le droit de passage en commun avec tous autres dans la ruelle desservant le dit emplacement, lequel dit emplacement est composé:—

1. De la partie nord-ouest de la subdivision numéro quatre cent six du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-treize (4673—Ptie N. O. 406) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant deux pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Septième Avenue, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le lot No. 4673-407 ci-après décrit et au sud-est par le résidu du dit lot No. 4673-406;

2. Du numéro de subdivision quatre cent sept du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-treize (4673-407) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur;

3. De la partie sud-est du numéro de subdivision quatre cent huit du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-treize (4673—Ptie S. E. 408) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant treize pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Septième avenue, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le résidu du dit lot No 4673-408, et au sud-est par le lot No 4673-407 ci-dessus décrit.

(Telles que les dites propriétés se trouvent actuellement avec tous leurs droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte).

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$980.00 quant au paragraphe "A", \$920.00 quant au paragraphe "B" et \$825.00 quant au paragraphe "C", sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 3 juin 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 10 juin 1936. 3409-24-2
[Première publication, le 13 juin 1936]

C. An emplacement fronting on seventh Avenue, in the city of Verdun, measuring forty feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less—with a house bearing the civic Nos. 1090 to 1096 of said Seventh Avenue, whereof both gable walls are *mitoyens*, and other buildings thereon erected and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

1. Of the North-West part of subdivision number four hundred and six of the original lot number four thousand six hundred and seventy three (4673-N.W.-Pt. 406) of the official plan and book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring two feet in width by eighty feet in depth, and bounded in front by said Seventh Avenue, in rear by a lane, to the North-West by the hereinafter described lot No. 4673-407 and to the South-East by the remainder of said lot No. 4673-406;

2. Of subdivision number four hundred and seven of the original lot number four thousand six hundred and seventy three (4673-407) of the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth;

3. Of the South-East part of subdivision number four hundred and eight of the original lot number four thousand six hundred and seventy three (4673-S.E.-Pt. 408) of the aforesaid official plan and book of reference, measuring thirteen feet in width by eighty feet in depth, and bounded in front by said Seventh Avenue, in rear by a lane, to the North-West by the remainder of said lot No. 4673-408, and to the South-East by the hereinabove described lot No. 4673-407.

(As the said properties now subsist with all their rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.)

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$980.00 as to paragraph "A", \$920.00 as to paragraph "B", \$825.00, as to paragraph "C", shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated June 3rd., 1936.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, June 10th., 1936. 3410-24-2-o
[First publication, June 13th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CREDIT FONCIER
No 155333. } FRANCO CANADIEN; vs ARTHUR GROLL.

Un emplacement situé à Montréal, dans le quartier Saint-Laurent, ayant front sur la rue du Plateau, et composé:

a) Du lot connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-quinze-A (275A) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal;

b) De ce morceau de terre situé à Montréal, dans le quartier Saint-Laurent, contigu à celui en premier lieu décrit, ayant trois pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur; ce morceau de terre faisant partie d'une lisière de terre réservée par Alfred Pinsonnault à Montréal, et décrite dans le plan fait par H. M. Perrault, arpenteur, le premier octobre mil huit cent cinquante-neuf, et déposé en l'étude J.-E.-O. Labadie, notaire et confrère, le treize décembre

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CREDIT FONCIER
No. 155333. } FRANCO CANADIEN; vs ARTHUR GROLL.

An emplacement situate at Montreal, in Saint Lawrence Ward, fronting on Du Plateau Street, and composed of:

a) The lot known and designated under number two hundred and seventy five-A (275A) of the official plan and book of reference for Saint Lawrence Ward, of the City of Montreal;

b) That parcel of land situate at Montreal in Saint Lawrence Ward, contiguous to the lot firstly described, measuring three feet in width by fifty feet in depth, this parcel of land forms a part of a strip of land reserved by Alfred Pinsonnault at Montreal, and described on the plan made by H. M. Perrault, surveyor, the first of October eighteen hundred and fifty nine, and deposited in the office of J. E. O. Labadie, notary and confrère, the thirteenth of December

mil huit cent cinquante-neuf; cette partie de ladite lisière de terre étant comprise dans les limites suivantes; bornée en front au sud-est, par la continuation de la dite lisière de terre maintenant la propriété de la communauté des Sœurs Grises, en arrière, au nord-ouest, par une autre continuation de la dite lisière de terre appartenant à la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, d'un côté, au nord-est, par un terrain ayant appartenu autrefois à Olivier Garceau et maintenant la propriété de la dite Commission, et de l'autre côté, au sud-ouest, par l'immeuble ci-dessus en premier lieu décrit; Le tout avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain à DIX heures et DEMIE du matin.

Un dépôt de \$2530. sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 22 juin 1936.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 30 juin 1936. 3707-27-2-o
[Première publication, 4 juillet 1936]

eighteen hundred and fifty nine; this part of the said strip of land being comprised within the following limits: bounded in front on the South-east by the continuation of the said strip of land now the property of the Community of the Grey Nuns, in rear on the Northwest by another continuation of the said strip of land belonging to the Montreal Catholic Schools Commission, on one side to the Northeast, by the land belonging heretofore to Olivier Garceau and now the property of the said Commission, and on the other side, to the Southwest, by the immovable hereinabove firstly described;

The whole with the buildings thereon erected. To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SIXTH day of AUGUST next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$2530. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated June 22, 1936.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, June 30, 1936. 3708-27-2
[First publication, July 4th, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LE CREDIT FONCIER
No A-144937. } FRANCO-CANA-
DIEN; vs OCTAVIEN RENAUD.

1. Un terrain situé sur la rue Logan en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro huit cent quarante et un (841) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, contenant cinquante pieds de front par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées;

2. Un emplacement situé sur la rue Champlain, en la cité de Montréal et composé:

A) Du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro six cent quarante et un (641-2) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, contenant vingt et un pieds et dix pouces de front par cinquante-deux pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise;

B) Du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois de la subdivision officielle du lot numéro six cent quarante (640-3), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, contenant vingt et un pieds et dix pouces de largeur par vingt-trois pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise;

C) Du lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la subdivision officielle du lot numéro six cent quarante-deux (642-1) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, contenant trente-quatre pieds et deux pouces de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise.

Avec bâtisses construites sur les dits lots de terre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,850.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 30 juin 1936. 3709-27-2-o
[Première publication, 4 juillet 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LE CREDIT FONCIER
No. A-144937. } FRANCO-CANA-
DIEN; vs OCTAVIEN RENAUD.

1. A lot of land situate on Logan Street, in the city of Montreal, known and designated under number eight hundred and forty one (841) of the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, measuring fifty feet in front by eighty four feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected;

2. An emplacement situate on Champlain Street, in the city of Montreal and composed of:

A) The lot of land known and designated under number two of the official subdivision of lot number six hundred and forty one (641-2) of the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, measuring twenty one feet and ten inches in front by fifty two feet in depth, more or less, English measure;

B) The lot of land known and designated under number three of the official subdivision of lot number six hundred and forty (640-3) of the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, measuring twenty one feet and ten inches in width by twenty three feet in depth, more or less, English measure;

C) The lot of land known and designated under number one of the official subdivision of lot number six hundred and forty two (642-1) of the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, measuring thirty four feet and two inches in width by seventy five feet in depth, more or less, English measure.

With the buildings erected on the said lots of land.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,850.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, June 30, 1936. 3710-27-2
[First publication, July 4th, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME ELMINA GI-**
No 138605. } **GUERE**, épouse sé-
parée de biens de Joseph-L. Vachon, faisant affai-
res seule sous les nom et raison sociale de J.-L.
Vachon & Fils, et le dit **JOSEPH-L. VACHON**,
pour autoriser son épouse aux fins des présentes;
vs **DAME ANNA LANTHIER**, veuve de feu
Joseph Hilaire Gareau, *es-qual*.

1. Quinze lots de terre vacants ayant front sur l'avenue Courtraie, dans le quartier de Mont-Royal, en la cité de Montréal, connus sous les numéros trois cent deux, trois cent trois, trois cent quatre, trois cent cinq, trois cent six, trois cent sept, trois cent huit, trois cent neuf, trois cent dix, trois cent onze, trois cent douze, trois cent treize, trois cent quatorze, trois cent quinze et trois cent seize, de la subdivision officielle du lot numéro 111 (111-302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315 et 316) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte des Neiges, mesurant chacun desdits lots, 25 pieds de largeur, à l'exception des lots numéros trois cent deux et trois cent trois qui mesurent chacun 35 pieds de largeur par une profondeur moyenne de 84 pieds formant une superficie totale de trente-trois mille trois cent quarante-sept pieds (33,347)—, le tout mesure anglaise plus ou moins.

2. Un lot de terre ayant front sur la quatrième Avenue dans le quartier Rosemont, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-sept de la subdivision du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-437) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation.

Les lots décrits au paragraphe 1 pour être vendus en bloc.

Le tout pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$340.00 quant au deuxième paragraphe, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 26 juin 1936.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 30 juin 1936. 3711—27-2
[Première publication, le 4 juillet 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **M. J. L. L. L. RODIER**
153095. } **et al., es-qual.; vs**
MONTREAL CEMENT WORKS LIMITED.

Un emplacement formant l'angle des rues Ontario Est et Sanguinet, en la cité de Montréal, et se composant:

1. De la subdivision numéro un du lot numéro sept cent trente-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, (739-1).

2. Du résidu du lot numéro sept cent trente-neuf (739) borné en front par la rue Ontario, au sud-ouest par la rue Sanguinet, au sud-est par la dite subdivision numéro un du dit lot numéro sept cent trente-neuf (739) et au nord-est par la subdivision numéro dix-neuf, du lot numéro sept cent quarante, des dits plan et livre de renvoi officiels (740-19) et par la subdivision numéro deux de la subdivision numéro dix-neuf du lot numéro sept cent quarante (740-19-2).

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME ELMINA GI-**
No. 138605. } **GUERE**, wife se-
parate as to property of Joseph L. Vachon, carry-
ing on business alone under the firm name and
style of J. L. Vachon & Fils, and the said **JO-**
SÉPH L. VACHON, to authorize his wife for
these presents; vs **DAME ANNA LANTHIER**,
widow of the late Joseph Hilaire Gareau, *es-qual*.

1. Fifteen vacant lots of land fronting on Courtraie Avenue, in Mount-Royal Ward, in the city of Montreal, known under numbers three hundred and two, three hundred and three, three hundred and four, three hundred and five, three hundred and six, three hundred and seven, three hundred and eight, three hundred and nine, three hundred and ten, three hundred and eleven, three hundred and twelve, three hundred and thirteen three hundred and fourteen, three hundred and fifteen and three hundred and sixteen, of the official subdivision of lot number 111 (111-302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315 and 316) of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte des Neiges, measuring, each of the said lots, 25 feet in width, with the exception of lots numbers three hundred and two and three hundred and three which measure each 35 feet in width by a mean depth of 84 feet forming a total area of thirty three thousand three hundred and forty seven feet (33,347), the whole English measure, more or less.

2. A lot of land fronting on Fourth Avenue in Rosemont, Ward, in the city of Montreal, known and designated under number four hundred and thirty seven of the subdivision of original lot number one hundred and seventy two (172-437) of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte de la Visitation.

The lots described in the first paragraph, to be sold "en bloc".

The whole to be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

As to paragraph two, a deposit of \$340.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated June 26, 1936.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, June 30, 1936. 3712—27-2
[First publication, July 4th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M. J. L. L. L. RODIER**
153095. } **et al., es-qual.; vs**
MONTREAL CEMENT WORKS LIMITED.

An emplacement forming the corner of Ontario Street East and Sanguinet Street, in the city of Montreal, and composed of:

1. Subdivision number one of lot number seven hundred and thirty nine, of the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, in the city of Montreal, (739-1).

2. The residue of lot number seven hundred and thirty nine (739) bounded in front by Ontario Street, on the Southwest by Sanguinet Street, on the Southeast by said subdivision number one of said lot number seven hundred and thirty nine (739) and on the Northeast by subdivision number nineteen, of lot number seven hundred and forty, (740-19) of said official plan and book of reference, and by subdivision number two of subdivision number nineteen of lot number seven hundred and forty (740-19-2).

3. Des subdivisions numéros un et deux de la subdivision numéro dix-neuf du dit lot numéro sept cent quarante (740-19-1 et 2)—avec les bâtisses dessus érigées sur le dit emplacement et portant les numéros suivants: 240 à 244 de la dite rue Ontario Est et 1731 à 1743 de la dite rue Sanguinet (Nouveaux numéros 1737 à 1743 de la rue Sanguinet et 302 à 306 de la rue Ontario Est).

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$2,800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Forest, daté le 26 juin 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 30 juin 1936. 3713-27-2-o
[Première publication, le 4 juillet 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **THE PRUDENTIAL**
153140. { **INSURANCE COM-**
PANY OF AMERICA; vs DAME HEDWIG
FURHMAN, épouse séparée de biens de Nor-
bert Silverman.

a. Un emplacement ayant front sur l'Avenue Marcell, en la cité de Montréal, composé des subdivisions numéros quatre cent soixante-dix-neuf, quatre cent quatre-vingt-quatre, et quatre cent quatre-vingt-cinq du lot officiel numéro cent soixante-seize (176-479, 484 et 485) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal. Ledit emplacement composé tel que susdit mesurant trente et un pieds en largeur par quatre-vingt-dix-neuf pieds, sept pouces en profondeur sur la ligne sud-est et quatre-vingt-dix-neuf pieds trois pouces en profondeur sur la ligne nord-ouest, mesure anglaise, plus ou moins. Avec l'édifice sus-érigé, dont le mur sud-est est mitoyen.

Avec ensemble et sujet au droit de passage à pied et en voiture en commun avec le propriétaire de l'emplacement adjacent au nord-ouest dans un passage de huit pieds de largeur sur une profondeur de soixante-dix-neuf pieds à partir de l'Avenue Marcell, composé des subdivisions numéros quatre cent soixante-dix-huit et quatre cent soixante-dix-neuf du dit lot officiel (Nos. 176-478 et 479) sur le dit plan officiel; avec droit de vue ou droit d'avoir des fenêtres et ouvertures donnant sur ledit passage en commun; une servitude réciproque de droit de passage et de vue étant par les présentes établie sur et en faveur de chacun des dits emplacements.

Telle que la dite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances.

b. Un emplacement ayant front sur l'Avenue Marcell, en la cité de Montréal composé des subdivisions numéros quatre cent quatre-vingt-six et quatre cent quatre-vingt-sept du lot officiel numéro cent soixante-seize (Nos. 176-486 et 487) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, le dit emplacement étant composé tel que susdit, mesurant trente et un pieds six pouces en largeur par quatre-vingt-dix-neuf pieds onze pouces en profondeur sur la ligne sud-est et quatre-vingt-dix-neuf pieds sept pouces en profondeur sur la ligne nord-ouest, mesure anglaise, plus ou moins. Avec l'édifice sus-érigé, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Avec ensemble et sujet au droit de passage à pied et en voiture en commun avec le propriétaire de l'emplacement adjacent au sud-est dans un passage de treize pieds de largeur sur une profondeur de soixante et un pieds neuf pouces à

3. The subdivisions numbers one and two of subdivision number nineteen of said lot number seven hundred and forty (740-19-1 and 2)—with the buildings thereon erected on the said emplacement and bearing the following numbers: 240 to 244 of said Ontario Street East and 1731 to 1743 of said Sanguinet Street (New numbers 1737 to 1743 Sanguinet Street and 302 to 306 Ontario Street East).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of AUGUST next at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$2,800.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest dated June 26th., 1936.

OMER LAPIERRE, -
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 30th., 1936. 3714-27-2
[First publication, July 4th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **THE PRUDENTIAL**
153140. { **INSURANCE COM-**
PANY OF AMERICA; vs DAME HEDWIG
FURHMAN, wife separate as to property of
Norbert Silverman.

a. An emplacement fronting on Marcell Avenue, in the City of Montreal, composed of subdivisions numbers four hundred and seventy-nine, four hundred and eighty-four and four hundred and eighty-five of official lot number one hundred and seventy-six (176-479, 484 and 485) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal. Said emplacement composed as aforesaid measuring thirty-one feet in width by ninety-nine feet seven inches in the South East line and ninety-nine feet three inches in depth in the North West line, English measure, more or less. With the building thereon erected, the South East wall whereof is *mitoyen*.

Together with and subject to the right of way on foot and with vehicles in common with the proprietor of the adjoining emplacement to the North West in a passage way eight feet in width for a depth of seventy-nine feet from Marcell Avenue, composed of subdivisions numbers four hundred and seventy-eight and four hundred and seventy-nine of said official lot (Nos. 176-478 and 479) on said official plan; with the right of view or the right to have windows and openings overlooking said common passageway; a reciprocal servitude of right of way and of view being hereby established upon and in favour of each of said emplacements respectively.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances.

b. An emplacement fronting on Marcell Avenue, in the City of Montreal, composed of subdivisions numbers four hundred and eighty-six and four hundred and eighty-seven of official lot number one hundred and seventy-six (Nos. 176-486 and 487) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; said emplacement composed as aforesaid measuring thirty-one feet six inches in width by ninety-nine feet eleven inches in depth in the South East line and ninety-nine feet seven inches in depth in the North West line, English measure, more or less. With the building thereon erected, the North West wall whereof is *mitoyen*.

Together with and subject to the right of way on foot and with vehicles in common with the proprietor of the adjoining emplacement to the South East in a passageway thirteen feet in width for a depth of sixty-one feet nine inches

partir de l'Avenue Marcell, où il rétrécit à une largeur de neuf pieds pour le reste de la profondeur des dits emplacements, composé des subdivisions numéros quatre cent quatre-vingt-sept et quatre cent quatre-vingt-huit du dit lot officiel (Nos. 176-487 et 488) au dit plan officiel; avec le droit de vue ou le droit d'avoir des fenêtres et ouvertures donnant sur le dit passage en commun; une servitude réciproque de droit de passage et de vue étant par les présentes établis sur et en faveur de chacun des dits emplacements respectivement.

Telle que la dite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,050.00 quant au paragraphe "A" et \$1,050.00 quant au paragraphe "B" sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 20 juin 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 30 juin 1936. 3715-27-2
[Première publication 4 juillet 1936]

from Marcell Avenue, where it narrows to a width of nine feet for the remaining depth of said emplacements, composed of subdivisions numbers four hundred and eight-seven and four hundred and eighty-eight of said official lot (Nos. 176-487 and 488) on said official plan; with the right of view or the right to have windows and openings overlooking said common passageway; a reciprocal servitude of right of way and of view being hereby established upon and in favour of each of said emplacements respectively.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances.

To be sold, at my office, in the City of Montreal on the SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,050.00 as to paragraph A and of \$1,050.00 as to paragraph B shall be exacted from each and every bidder pursuant to a Judgment of Hon. Justice Curran, dated June 20th 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 30th., 1936. 3716-27-2-o
[First publication, July 4th., 1936]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH BOLDUC,
District de Montmagny, } rentier, de la paroisse de Saint-Nazaire, comté de Dorchester, demandeur; vs AIME LACHANCE, de Sainte-Lucie, comté de Montmagny, défendeur.

Les lots numéros 42-43 du cadastre officiel pour le rang huit du canton Tallon, sauf à distraire du dit lot numéro 42 du rang huit, canton Tallon, la partie appartenant à Georges Morin en vertu d'un acte d'échange entre Aimé Lachance et Georges Morin passé devant J.-E. Langlois, N.P., le 25 mars 1924 et enregistré le 5 juin 1924, sous le numéro 35982, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Lucie de Beauregard, MERCREDI, le CINQUIEME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent trente-six à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-A. MARQUIS.
Montmagny, le 30 juin 1936. 3733-27-2-o
[Première publication 4 juillet 1936]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } JOSEPH BOLDUC,
District of Montmagny, } annuitant, of the parish of Saint Nazaire, county of Dorchester, plaintiff; vs AIME LACHANCE, of Sainte Lucie, county of Montmagny, defendant.

Lots numbers 42-43 of the official cadastre for range eight of the township of Tallon, save to be deducted from said lot number 42 of range eight, Township of Tallon, that part belonging to Georges Morin, in virtue of a deed of exchange between Aimé Lachance and Georges Morin, passed before J. E. Langlois, N.P., the 25th March 1924 and registered the 5th June 1924, under number 35982, the whole—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Lucie de Beauregard, on WEDNESDAY, the FIFTH day of the month of AUGUST, nineteen hundred and thirty six, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. MARQUIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, June 30, 1936. 3734-27-2
[First publication, July 4th, 1936]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME OLYMPE
District de Richelieu, } BÉLANGER, de Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, veuve de Henri Lachance, en son vivant, bourgeois, du même lieu, demanderesse; contre ARTHUR LIMOGES, domicilié à Chicopee, Etat du Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, défendeur, à savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Guillaume

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME OLYMPE
District of Richelieu, } BELANGER, of Saint Guillaume d'Upton, district of Richelieu, widow of Henri Lachance, in his lifetime, bourgeois, of the same place, plaintiff; against ARTHUR LIMOGES, residing at Chicopee, State of Massachusetts, United States of America, defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Saint-Guillaume

me d'Upton, dans le rang du Ruisseau des Chênes, côté nord, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-David, comme étant les lots Nos sept cent cinquante-trois, sept cent cinquante-quatre, sept cent cinquante-cinq et sept cent cinquante-six (Nos 753-754-755 et 756) à distraire du dit lot No sept cent cinquante-six (No 756) la partie contiguë au lot No 757 et mesurant un arpent de largeur par environ vingt arpents de longueur—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Guillaume d'Upton, MARDI, le QUATORZIEME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent trente-six (1936), à UNE heure de l'après-midi, (Heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 10 juin 1936. 3401—24-2-o
[Première publication, le 13 juin 1936]

d'Upton, in the *Ruisseau des Chênes* range, North side, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of Saint David, as being lots Nos. Seven hundred and fifty three, Seven hundred and fifty four, Seven hundred and fifty five and Seven hundred and fifty six (Nos. 753-754-755 and 756) to be deducted from the said lot No. Seven hundred and fifty six (No. 756) the part thereof adjoining lot No. 757 and measuring one arpent in width by about twenty arpents in length—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Guillaume d'Upton, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and thirty six (1936), at ONE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, June 10th., 1936. 3402—24-2
[First publication, June 13th., 1936]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District of Rimouski, { JOSEPH DESRO-
No 5059. } SIERS *et al*; vs EDMOND MARTIN, savoir:

1. Partie du lot soixante-sept au cadastre officiel de la Ville de Rimouski, de 65 pieds de front sur 80 de profondeur, borné à l'est à l'Avenue du Bocage, au sud à Edmond Martin, le défendeur, à l'ouest à Fortunat Lepage au nord à la rue Notre-Dame—avec bâtisse.

2. Partie du lot soixante-sept au cadastre officiel de la Ville de Rimouski, de 65 pieds de front sur 71 de profondeur, borné à l'est à l'Avenue du Bocage, au sud à la rue Saint-Joseph, à l'ouest à Fortunat Lepage, au nord à Edmond Martin, le défendeur.

Pour être vendues au Bureau du shérif, Palais de Justice, Rimouski, le QUATRIEME jour d'AOUT prochain 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 30 juin 1936. 3719—27-2-o
[Première publication, le 4 juillet 1936]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, { JOSEPH DESRO-
No. 5059. } SIERS *et al*; vs EDMOND MARTIN, to wit:

1. Part of lot sixty seven on the official cadastre for the Town of Rimouski, measuring 65 feet in front by 80 in depth, bounded on the East by "du Bocage" Avenue, on the South by Edmond Martin, the defendant, on the West by Fortunat Lepage, on the North by Notre-Dame Street—with building.

2. Part of lot sixty seven, on the official cadastre for the Town of Rimouski, measuring 65 feet in front by 71 in depth, bounded on the East by "du Bocage" Avenue, on the South by Saint Joseph Street, on the West by Fortunat Lepage, on the North by Edmond Martin, the defendant.

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Rimouski, on the FOURTH day of AUGUST next, 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, June 30th., 1936. 3720—27-2
[First publication, July 4th., 1936]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, { OVILA C A M -
Province de Québec, } PEAU *et al*, de
District de Terrebonne, } Calumet, district de
No 5764. } Terrebonne, deman-
deurs; vs BERNARD SMITH, des cité et district de Montréal, défendeur; et TÉLESPHORE POULIN, de village de Grenville, dit district de Terrebonne, mis-en-cause.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir: Une lisière de terrain, partie ouest du lot numéro cent soixante et dix (170) du village de Grenville, à partir d'un pont, 75 pieds à l'est de la rue Baie, sur une largeur de 75 pieds, bornée au sud par la clôture qui sépare le lot du chemin de fer avec le reste du terrain, sur une largeur de 50 pieds, sur une longueur de 50

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, { OVILA C A M -
Province of Quebec, } PEAU *et al*, of
District of Terrebonne, } Calumet, district of
No. 5764. } Terrebonne, plaintiffs;
vs BERNARD SMITH, of the city and district of Montreal, defendant; and TÉLESPHORE POULIN, of the village of Grenville, said district of Terrebonne, mis-en-cause.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit: A strip of land, West part of lot number one hundred and seventy (170) of the village of Grenville, starting from a bridge, 75 feet to the East of Baie Street, by a width of 75 feet, bounded on the South by the fence which separates the railroad lot from the rest of the land, for a width of 50 feet, by a length of 50

pieds—avec bâtisse dessus érigée, et droit de passage pour sortir sur la rue Baie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Grenville, district de Terrebonne, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-six, à TROIS heures de l'après-midi, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 6 juin 1936. 3367—24-2-o
[Première publication, le 13 juin 1936]

feet—with buildings thereon erected, and with right of way for an exit on Baie Street.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of Grenville, district of Terrebonne, on the EIGHTEENTH day of JULY one thousand nine hundred and thirty six, at THREE o'clock in the afternoon (Standard time).

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jérôme, June 6th., 1936. 3368—24-2
[First publication, June 13th., 1936]

Procédure Sommaire.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } JOS.-P. BELAIR,
Province de Québec, } avocat de la ville
District de Terrebonne, } de Saint-Jérôme, dis-
No 5816. } trict de Terrebonne,
demandeur; vs JOS. CLOUTIER, journalier de
Saint-Eustache, district de Terrebonne, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir: Un emplacement connu et désigné sous le numéro seize (16) au cadastre officiel du village de Saint-Eustache—avec les bâtisses sus érigées et servitudes attachées au dit immeuble, à distraire cependant une lisière de terre qui sert pour une rue.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique dans le village de Saint-Eustache, district de Terrebonne, le HUITIEME jour d'AOUT, mil neuf cent trente-six, à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 27 juin 1936. 3681—27-2-o
[Première publication, le 4 juillet 1936]

Summary Procedure.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } JOS. P. BELAIR,
Province of Quebec, } advocate, of the
District of Terrebonne, } Town of Saint Jérôme,
No. 5816. } district of Terrebonne,
plaintiff; vs JOS. CLOUTIER, labourer, of Saint
Eustache, district of Terrebonne, defendant.

As belonging to said defendant, the following immoveable, to wit: An emplacement known and designated under number sixteen (16) on the official cadastre for the Village of Saint Eustache—with the buildings thereon erected, and the servitudes attached to the said immoveable to be deducted however, a strip of land used for a street.

To be sold at the Catholic parochial church door in the Village of Saint Eustache, district of Terrebonne, on the EIGHTH day of AUGUST, nineteen hundred and thirty six, at TWO o'clock in the afternoon, (Standard Time).

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jérôme, June 27th., 1936. 3682—27-2
[First publication, July 4th., 1936]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } NAPOLEON
Province de Québec, } DESCO-
District des Trois-Rivières, } TEAUX, bijou-
No 3736. } tier, des cité et dis-
trict des Trois-Rivières, demandeur; vs PIERRE
CLOUTIER, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur les immeubles suivants, savoir:

1. Un emplacement de forme irrégulière situé en la dite cité des Trois-Rivières, du côté nord-est de la rue De LaVérendrye, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision du lot numéro vingt-six (26-99) du cadastre susdit de la cité des Trois-Rivières, comprenant d'abord une lisière de terrain prise du côté nord-ouest de ce lot de terre et près de sa ligne de division d'avec le lot No 26-98 du dit cadastre ci-dessus désigné, mesurant dix pieds de largeur par soixante pieds de longueur, à partir de la dite rue, et ensuite la partie d'arrière de ce lot de terre sur le reste de sa longueur, à savoir quarante pieds, et sur toute sa largeur à cet endroit, qui est de cinquante pieds, le tout à mesure anglaise, cette dernière partie bornée du côté sud-ouest par la première partie sus-décrite de ce lot de terre et par le résidu du dit lot appartenant à Joseph Bergeron, du côté nord-ouest par le dit lot No 26-98 ci-dessus désigné, du côté nord-est par les lots Nos 26-38 et 39, et du côté sud-est

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } NAPOLEON
Province of Quebec, } DESCO-
District of Trois Rivières, } TEAUX, jeweller,
No. 3736. } of the city and dis-
trict of Trois Rivières, plaintiff; vs PIERRE
CLOUTIER, defendant.

As belonging to the said defendant the following immovables, to wit:

1. An emplacement of irregular figure situate in the said city of Trois Rivières, on the Northeast side of De LaVérendrye Street, known and designated as forming part of lot number ninety nine of the subdivision of lot number twenty six (26-99) of the aforesaid cadastre of the city of Trois Rivières, comprising firstly a strip of land taken from the Northwest side of the said lot of land and near its line dividing it from lot No. 26-98 of said cadastre hereinabove designated, measuring ten feet in width by sixty feet in length, starting from the said street, and then the rear part of said lot of land by the remainder of its length namely forty feet, and by all its width at this place, which is fifty feet, the whole English measure, this last part bounded on the Southwest side by the first part hereinabove described of said lot of land and by the residue of said lot belonging to Joseph Bergeron, on the Northwest side by said lot No. 26-98 hereinabove designated, on the Northeast side by lots Nos.

par le lot No 26-100 du dit cadastre—circonstances et dépendances.

2. Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, du côté nord-est de la rue de La Vérendrye, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix-huit (98) de la subdivision officielle du lot numéro vingt-six (26) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant d'après le dit cadastre, cinquante pieds (50) de largeur par cent pieds (100) de profondeur, mesure anglaise—avec les bâtisses construites sur le dit terrain.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le QUINZIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER,
Trois-Rivières, le 10 juin 1936. 3403—24-2-o
[Première publication, le 13 juin 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, { NAZAIRE RI-
Province de Québec, { CARD, fils,
District des Trois-Rivières, { faiseur de pa-
No 3946. { pier, de la cité
de Grand-Mère, dans le district des Trois-Rivières, demandeur; vs DAME MELINA BELANGER, de la cité de Shawinigan Falls, épouse contractuellement séparée de biens de Simon Deschênes, rentier, du même lieu, et le dit SIMON DESCHENES, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la cité de Grand'Mère, sur la rue Saint-Maurice, mesurant cinquante pieds de largeur sur la profondeur de cent pieds, mesure anglaise; connu et désigné sous le numéro de subdivision cinquante-cinq du numéro original quatre-vingt-cinq (55 de 85) du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore, Comté de Saint-Maurice—avec maison et hangar y érigés, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul, en la cité de Grand'Mère, le CINQUIÈME jour d'AOUT, mil neuf cent trente-six, à DIX heures (10 heures) de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER,
Trois-Rivières, 26 juin 1936. 3721-27-2-o
[Première publication, 4 juillet 1936]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, { LES COMMISSAIRES
Province de Québec, { D'ÉCOLES DE LA
District de Bedford, { MUNICIPALITÉ SCO-
Cour de magistrat, { LAIRE CATHOLIQUE
à Bedford, No 229 { DE STANBRIDGE-EST
demandeurs; vs MOISE MEUNIER, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Le lot numéro deux mille quatre cent trente-neuf (2439), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Stanbridge, district de Bedford—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Damien-de-Bedford, en la ville de Bedford, dit district, le SIXIÈME

26-38 and 39, and on the Southeast side by lot No. 26-100 of said cadastre—circumstances and dependencies.

2. An emplacement situate in the city of Trois-Rivières, on the Northeast side of La Vérendrye Street, known and designated under number ninety eight (98) of the official subdivision of lot number twenty six (26) of the official cadastre of the city of Trois Rivières, measuring according to the said cadastre, fifty feet (50) in width by one hundred feet (100) in depth, English measure,—with the buildings erected on the said lot of land.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois Rivières, on the FIFTEENTH day of JULY, nineteen hundred and thirty six, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, June 10th, 1936. 3404—24-2
[First publication, June 13th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, { NAZAIRE RI-
Province of Quebec, { CARD, ju-
District of Trois Rivières, { nior, paper-
No. 3946. { maker, of the
City of Grand'Mère, in the District of Trois Rivières, plaintiff; vs DAME MELINA BELANGER, of the City of Shawinigan Falls, wife separate as to property by marriage contract of Simon Deschênes, annuitant, of the same place, and the said SIMON DESCHENES, to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immoveable, to wit:

An emplacement situate in the City of Grand'Mère, on Saint Maurice Street, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure; known and designated under subdivision number fifty five of the original number eighty five (55 of 85) on the official cadastre for the parish of Sainte Flore, County of Saint Maurice—with a house and shed thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul, in the City of Grand'Mère, on the FIFTH day of AUGUST, nineteen hundred and thirty six, at TEN o'clock (10 o'clock) in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, June 26th, 1936. 3722-27-2
[First publication, July 4th, 1936]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, { THE SCHOOL COM-
Province of Quebec, { MISSIONERS OF
District of Bedford, { THE CATHOLIC
Magistrate's Court, { SCHOOL MUNICIPAL-
at Bedford, No. 229. { ITY OF STANBRIDGE
EAST, plaintiff's; vs MOISE MEUNIER, defendant.

As belonging to the defendant:

Lot number two thousand four hundred and thirty nine (2439) on the official cadastral plan and book of reference for the township of Stanbridge, district of Bedford—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Damien de Bedford, in the town of Bedford, said district, on the SIXTH day of

jour d'AOUT 1936, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY,
Sweetsburg, Qué., 30 juin 1936. 3717-27-2-o
[Première publication, 4 juillet 1936]

AUGUST, 1936, at TEN o'clock in the forenoon. (daylight saving time).

W. FREDERIC KAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, June 30th, 1936. 3718-27-2
[First publication, July 4th, 1936]

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, } PAUL SYLVESTRE,
District de Joliette, } demandeur; vs
No. 5561. } LOUIS SYLVESTRE,
défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Viateur au rang de Sainte-Thérèse contenant environ trente-six arpents en superficie, plus ou moins, étant le lot numéro cent soixante et six (166) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Cuthbert, bornée en front par Octavien Laferrière ou représentants, en arrière par le trait carré des terres du nord, d'un côté par Louis Sylvestre ou représentants et de l'autre côté partie par Louis Sylvestre ou représentants et partie par Wilfrid Drainville ou représentants avec toute construction pouvant y être érigée;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Viateur, concession de Sainte-Thérèse connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Cuthbert, sous les numéros cent cinquante-neuf et cent soixante (Nos 159 & 160) de trois arpents de largeur sur six arpents de profondeur—avec une grange dessus érigée;

3. Une autre terre située en la paroisse de Saint-Cuthbert, connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Cuthbert, comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-treize (P. 93) et renfermée dans les bornes suivantes: d'un bout à l'autre partie du dit No 93 appartenant à Wilfrid Sylvestre ou représentants, autre bout, partie au No 169 et partie au No 167, d'un côté au No 91 autre côté au No 94 avec toute construction pouvant être érigée sur cette partie.

Pour être vendues à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Viateur d'Anjou, le SIXIEME jour du mois d'AOUT 1936 à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Il sera exigé de tout enchérisseur, un dépôt de \$144, pour l'immeuble en premier lieu décrit sous le No 166, et de \$134.00 pour les deux immeubles en second, et troisième lieu décrits sous les Nos 159 et 160 et partie du No 93, lesquels dits Nos 159, 160 et partie No 93 seront vendus ensemble comme une même exploitation.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES
Joliette, ce 30e jour du mois de juin 1936.
[Première publication, 4 juillet 1936]
3705-27-2-o

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, } PAUL SYLVESTRE,
District of Joliette, } plaintiff; vs LOUIS
No. 5561. } SYLVESTRE, defend-
ant.

1. A farm situate in the parish of Saint Viateur in the Sainte Therèse range, containing about thirty six arpents in superficies, more or less, being lot number one hundred and sixty six (166) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Cuthbert, bounded in front by Octavien Laferrière or representatives in rear by the "trait carré des Terres du Nord", on one side by Louis Sylvestre or representatives and on the other side partly by Louis Sylvestre or representatives and partly by Wilfrid Drainville or representatives—with any building which may be erected thereon;

2. A farm situate in the parish of Saint Viateur, Sainte Thérèse Concession, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Cuthbert, under numbers one hundred and fifty nine and one hundred and sixty (Nos 159 & 160) measuring three arpents in width by six arpents in depth—with a barn thereon erected.

3. Another farm situate in the parish of Saint Cuthbert, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference of the parish of Saint Cuthbert, as forming part of lot number ninety three (Pt. 93) and enclosed within the following boundaries; at one end by the other part of said No 93 belonging to Wilfrid Sylvestre or representatives, at the other end partly by No. 169 and partly by No. 167, on one side by No. 91 other side by No. 94—with any buildings which may be erected on the said part.

To be sold at the church door of the parish of Saint Viateur d'Anjou, on the SIXTH day of the month of August, 1936, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

There shall be exacted from each and every bidder, a deposit of \$144, for the immoveable firstly described under No. 166, and \$134.00 for the two immoveables secondly and thirdly described under Nos 159 & 160 and Part of No. 93, these said Nos 159, 160 and part of No. 93 shall be sold together as one and the same lot of land.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 30th day of the month of June, 1936.
[First publication, July 4th, 1936]
3706-27-2

ERRATUM

ERRATUM

A la page 2306 de la *Gazette officielle de Québec*, du 13 juin 1936, troisième paragraphe, lisez: M. Adhémar Laframboise, de la cité de "Ville Lasalle", au lieu de M. Adhémar Laframboise, de la cité de "Québec".
3703-o

ERRATUM

ERRATUM

On page 2306 of the *Quebec Official Gazette*, of June 13, 1936, third paragraph, read: Mr. Adhémar Laframboise, of the city of "Ville Lasalle", instead of Mr. Adhémar Laframboise, of the city of "Quebec".
3704

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW

Examens de juillet 1936.—Examinations of July, 1936.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Amos	Robert	21	Québec	Séminaire de Québec.
Bélanger	Fidèle	20	Lévis	Collège de Lévis.
Grégoire	Raoul	23	St-Honoré de Shenley	Séminaire de Québec.

Québec, le 15 juin 1936—Quebec, June 15th., 1936.

Le secrétaire du Barreau de Québec,
JEAN-PAUL LESSARD,
Secretary of the Bar of Quebec.

3471—72—26-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens du 7 juillet 1936 — Examinations, July 7th., 1936

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Benoit	Jacques	21	Montréal	Coll. Bourget, Rigaud et Jean de Brébeuf.
Cadioux	Marcel	21	Montréal	Externat Classique St-Sulpice.
Maurice	Gérard.-U.	26	Montréal	Université d'Ottawa.
Tremblay	Paul	21	Montréal	Externat Classique St-Sulpice.
Fournier	Sarto	28	Montréal	Collège Ste-Marie et Université McGill.
Turgeon	Robert	20	Outremont	Coll. Jean de Brébeuf.

Montréal, le 17 juin 1936.—Montreal, June 17th., 1936.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
MARIUS LAFONTAINE,
Secretary of the Bar of Montreal.

3527-28—26-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION OF THE PRACTICE OF LAW

Examens du 7 juillet 1936 — Examinations, July 7th., 1936

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Drouin	Réné	25	Ahuntsic, Montréal.
Drury	Charles-Mills	24	Montréal.

Montréal, le 17 juin 1936 — Montreal, June 17th., 1936.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
MARIUS LAFONTAINE,
Secretary of the Bar of Montreal.

3529-30—26-2-o

Bureau-chef

Chief Office

"HARWOOD SECURITIES, LTD."

"HARWOOD SECURITIES, LTD."

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Harwood Securities, Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 25ième jour de

Notice is hereby given that "Harwood Securities, Ltd.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 25th of June, 1936, and having its head office in the city of Montreal, has estab-

juin 1936, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 360 rue Saint-Jacques-ouest, en la dite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 2ième jour de juillet 1936.

Le secrétaire,
W. C. SHAW.

3723

lished its office at No. 360, Saint James Street West, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd day of July, 1936.

W. C. SHAW,
Secretary.

3724-o

Ministère de l'agriculture

Avis public concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la paroisse de Sainte-Thérèse, comté de Gaspé-Sud.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Gaspé-Sud, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de Sainte-Thérèse", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (Chap. 55, des S. R. Q., 1925).

Le sous-ministre de l'Agriculture.

J. ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 29 juin 1936. 3663-o

Department of Agriculture

Public notice respecting the formation of a Farmers' Club in the parish of Sainte Thérèse, county of Gaspé South.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the County of Gaspé South, under the name of "Farmers' Club of the Parish of Sainte Thérèse", which is presently incorporated, pursuant to the Farmers' Club Act. (Chap. 55 R. S. Q., 1925).

J. ANTONIO GRENIER,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, this 29th. of June, 1936. 3664

Avis divers

LA LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS ET CRÉANCIERS, 1934

En ce qui concerne la cession de biens de Wilfrid Robichaud, cultivateur, Bécancour, comté de Nicolet, Qué.

Veillez prendre avis que Wilfrid Robichaud, cultivateur, de la paroisse Bécancour, dans le comté de Nicolet, m'a, le 11 juin courant (1936), fait une cession de ses biens. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Grégoire, au bureau du séquestre officiel, le seizième jour de juillet (1936), à dix heures de l'avant-midi (heure solaire).

Daté à Saint-Grégoire, ce trentième jour de juin 1936.

Le séquestre officiel et gardien,
ELISEE BEAULAC.

3725-o

UNDER THE FARMERS-CREDITORS ARRANGEMENT ACT, 1934

In the matter of the assignment of property of Wilfrid Robichaud, farmer, Bécancour, county of Nicolet, Que.

Notice is hereby given that Wilfrid Robichaud, farmer, of the parish of Bécancour, in the county of Nicolet, has, on the 11th of June instant (1936), made an assignment of his property. The general meeting of creditors shall be held at Saint Grégoire, at the office of the Official Receiver, on the sixteenth day of July, (1936), at ten o'clock in the forenoon (Standard Time).

Dated at Saint Grégoire, this thirtieth day of June, 1936.

ELISEE BEAULAC,
Official Receiver and Guardian.

3726

LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES

Ordonnance No 19 (révisée)

Couvrant les filles et femmes ou hommes lorsque ceux-ci remplacent celles-là dans les:

SALONS DE BEAUTÉ ET DE COIFFURE POUR DAMES ET OCCUPATIONS SIMILAIRES

1.—*Minima*:—Aucun salaire hebdomadaire ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

ZONE 1—Ville et Ile de Montréal

Apprenties:

Commerçantes, pas moins de	\$7.00
Après 6 mois d'expérience	8.00
Après 12 mois d'expérience	10.00
Après 18 mois d'expérience	11.00

Opératrices expérimentées:

Après 24 mois d'expérience, une employée sera considérée comme une opératrice expérimentée et sera payée pas moins de: \$12.50

MINIMUM WAGE BOARD

Order No. 19 (revised)

Governing female employees and males when replacing females in:

HAIRDRESSING OR MANICURING ESTABLISHMENTS BEAUTY PARLORS AND SIMILAR OCCUPATIONS

1. *Minimum*:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

ZONE 1.—City and Island of Montreal

Apprentices:

Beginners, not less than	\$ 7.00
After 6 months' experience	8.00
After 12 months' experience	10.00
After 18 months' experience	11.00

Experienced workers:

After 24 months' experience, an employee shall be considered an experienced operator and shall be paid not less than \$12.50.

ZONE 2—Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Hull, et les villes de plus de 25,000 de population.

ZONE 2.—Quebec, Three-Rivers, Sherbrooke, Hull and cities over 25,000 population.

Apprentices:

Commencantes, pas moins de.....	\$6.00
Après 6 mois d'expérience.....	7.00
Après 12 mois d'expérience.....	8.00
Après 18 mois d'expérience.....	9.00

Apprentices:

Beginners, not less than.....	\$ 6.00
After 6 months' experience.....	7.00
After 12 months' experience.....	8.00
After 18 months' experience.....	9.00

Opératrices expérimentées:

Après 24 mois d'expérience, une employée sera considérée comme une opératrice expérimentée et sera payée pas moins de : \$10.00

a) Toutes les employées travaillant à l'heure, à la pièce, au bonus ou de toute autre manière, devront être payées conformément aux minima de salaire fixés plus haut.

b) Les employées surnuméraires, (soit celles travaillant moins de 48 heures par semaine,) seront payées pas moins de 35 cents de l'heure dans la Zone 1 et pas moins de 30 cents de l'heure dans la Zone 2, ou sur une base de 50 pour cent de commission, mais celle-ci ne devra en aucun cas être inférieure à la valeur de 35 cents de l'heure dans la Zone 1 et 30 cents de l'heure dans la Zone 2. Au moins trois heures de salaire seront payées pour chaque appel. Les employées régulières perdant du temps de leur propre chef, ne pourront réclamer ce bonus.

c) Toute entente ou convention passée entre patron et employée, comme location de chaise, etc., qui pourrait diminuer les tarifs de salaire ci-haut mentionnés, sera illégale.

Experienced workers:

After 24 months' experience, an employee shall be considered an experienced operator and shall be paid not less than \$10.00.

a) All employee, whether time workers, piece workers or those paid on a bonus system, or any other basis are subject to the above specified minimum wages.

b) Extra employees, (those working less than 48 hours per week) shall be paid not less than 35 cents per hour in Zone 1 and not less than 30 cents per hour in Zone 2, or else on a 50 per cent commission basis, said commission to be equivalent to not less than 35 cents per hour in Zone 1 and 30 cents per hour in Zone 2. At least three hours wages shall be paid for each call. Regular employees losing time on their own volition cannot claim this bonus.

c) Any understanding or agreement passed between employers and employees, as to the renting of chairs, etc., which might decrease the rate of wages, herein above mentioned, shall be illegal.

2.—*Mode de paiement du salaire:*—Le salaire de l'employée lui sera payé en deniers ayant cours légal dans cette province; aucune retenue n'en peut être faite pour quelque cause que ce soit. Ce salaire lui sera remis dans une enveloppe cachetée portant son nom, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures faites, le montant d'argent contenu dans l'enveloppe, celle-ci devra être initialement par la personne qui fait la paie.

3.—*Pourboire:*—Le pourboire est la propriété exclusive de l'employée; le patron ne pourra le retenir ou s'en servir comme partie du salaire, même avec le consentement de l'employée.

4.—*Heures de travail:*—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliqueront sera de 48 heures par semaine.

a) Tout travail en plus de la période ci-haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et sera payé à pas moins que le taux du salaire régulier.

5.—*Nombre maximum d'apprenties:*—Le nombre d'apprenties ne devra pas excéder 25% du nombre total d'employées; toutefois, dans les établissements employant moins de quatre employées, une apprentie sera tolérée.

6.—*Attente:*—Toute employée obligée d'attendre dans l'établissement sera payée pour ce temps d'attente.

7.—*Uniformes:*—Si des uniformes spéciaux sont obligatoires, ils seront fournis et blanchis aux charges du patron, sans frais pour l'employée.

8.—*Renvoi des employées:*—Aucun patron ne pourra renvoyer ou menacer de renvoi une employée, parce que telle employée aurait logé une plainte à la Commission, a témoigné ou serait sur le point de témoigner dans une enquête ou poursuite permise ou prescrite par la loi du salaire minimum. Toute plainte est traitée confidentiellement.

9.—*Ecole de coiffure:*—Une école de coiffure ne pourra opérer conjointement avec un salon de coiffure; si cette école est située dans la même bâtisse, elle devra avoir une entrée indépendante

2. *How salary must be paid:*—The employee's salary shall be paid to her wholly in cash; no deduction being permitted for any cause or purpose whatsoever; this salary will be given to her in a sealed envelope on which shall be written: her name, the date of the working week, the number of hours performed, the amount of money included in the envelope, same must be initialed by the person who paid the employee.

3. *Gratuities:*—Tips are the property of the employee and cannot be retained by the employer or be included as part of her salary even with the employee's consent.

4. *Hours of work:*—The work period for which these minimum Wages shall be paid, shall be 48 hours per week.

a) Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the regular rate of wage.

5. *Maximum of apprentices:*—The number of apprentices in an establishment shall not exceed 25% of the total number of female employees. However, in an establishment employing less than 4 employees, one apprentice shall be tolerated.

6. *Waiting time:*—Any employee required to wait on the premises shall be paid for the time thus spent.

7. *Uniforms:*—If a special uniform is required, it shall be furnished and laundered by the employer without cost to the employee.

8. *Discharge of employees:*—No employer shall discharge or threaten to discharge or in any way discriminate against any employee, because such employee has lodged a complaint with the Board or has testified or is about to testify in any investigation or proceedings permitted or prescribed by or taken under the provisions of this Act. All complaints are treated strictly confidential.

9. *Hairdressing school:*—An hair dressing school cannot be operated jointly with an hairdressing or beauty parlor, if this school is located in the same premises, it must have a separate entrance and

et sous aucun prétexte, les élèves ne pourront travailler dans le salon de coiffure. Aucune charge ne pourra être faite pour le service que reçoivent les modèles, ce service doit être absolument gratuit.

10.—*Exemption*.—La Commission pourra modifier ou suspendre un ou plusieurs de ces règlements pour faire face à des situations exceptionnelles.

11.—*Pénalités*.—Toute infraction à cette Ordonnance est passible des peines édictées par la loi. (Voir Article 12 de la loi).

12.—*Affichage*.—Copie de cette Ordonnance devra être affichée dans un endroit bien en vue où les employés ont accès.

13.—Cette Ordonnance, tel qu'amendée, deviendra en vigueur le 5 septembre 1936, elle remplace en partie l'Ordonnance No 19 en vigueur depuis le 1er août 1935, tel que publiée dans la *Gazette officielle* du 18 mai 1935.

GUS. FRANCO, président,
OMER BRUNET,
C.-J. GRIFFIN,
EUG. RICHARD.

Montréal, le 29 juin 1936.

3729—o

under no consideration shall pupils be allowed to work in the parlor. No fees can be charged for service given to models, this service must be absolutely free. Any infraction to this section, shall automatically assimilate a school to an hair-dressing parlor and it shall then be submitted to all provisions of this Minimum Wage Order.

10. *Exemption*.—The Board may grant permits of variation or suspension of any of these regulations to meet exceptional conditions.

11. *Penalties*.—Any violation of this Order is punishable by fine or imprisonment. (See Section 12 of the Act).

12. *Posting*.—Each establishment shall keep a copy of this Order posted in a conspicuous place where the employees have access.

13. This Order, as amended, shall come into force and be effective on September 5th., 1936, it replaces in part Order No. 19 in force since August 1st., 1935, as published in the *Official Gazette of Quebec*, May 18th., 1935.

GUS. FRANCO, Chairman.
OMER BRUNET,
C. J. GRIFFIN,
EUG. RICHARD.

Montréal, June 29th., 1936.

3730—o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 166

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 30 juin 1936, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière, à Mont-
réal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R. G.
Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires,
Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Granby;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Granby.

2. La région de Granby comprend la cité de
Granby.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Granby, offrir, vendre ou livrer à domicile du
lait embouteillé à des prix inférieurs à quatre
sous la chopine et sept sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Granby, offrir, vendre ou livrer du lait en bou-
teille à une épicerie, à un restaurant, à un mar-
chand ou à tout autre établissement de commerce,
à un prix inférieur à trois sous la chopine et
six sous la pinte.

5. Nul établissement de commerce, sauf les
usines de pasteurisation et les laitiers, ne pourra
vendre du lait en bouteille à des prix inférieurs
à quatre sous la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance
No 136 de ladite Commission, publiée dans la
Gazette officielle de Québec, en date du 25 avril
1936, et entre en vigueur le jour de sa publi-
cation.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 166

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Prov-
ince of Quebec.

Meeting of Tuesday, June 30, 1936, held at the
office of the Dairy Industry Commission in Mont-
real, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G.
Davidson and Théo. J. Lafrenière, commissioners,
Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Granby;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Granby.

2. The region of Granby includes the city of
Granby.

3. No person shall, within the limits of said
region of Granby, offer, sell or deliver bottled
milk at home at prices inferior to four cents a
pint and seven cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said
region of Granby, offer, sell or deliver bottled
milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any
other business establishment, at a price inferior
to three cents a pint and six cents a quart.

5. No business establishment, save pasteuriz-
ing and dairy plants, shall sell bottled milk at a
price inferior to four cents a pint and seven cents a
quart.

The present order cancels Order No. 136 of said
Commission, as published in the *Official Gazette
of Quebec* for April 25, 1936, and comes into force
on the day of its publication.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
R.-G. DAVIDSON,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
Certifié,

M.-H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière.
Québec, le 30 juin 1936. 3731-o

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
R. G. DAVIDSON,
THEO. J. LAFRENIÈRE.
Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Commission.
Quebec, June 30, 1936. 3732-o

Vente—Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de: Rosaire Frenette, cultivateur, de Saint-Gilbert, comté de Portneuf, failli.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le CINQUIÈME jour d'AOUT 1936, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Gilbert, avec l'effet du décret, les immeubles du failli, savoir:

ITEM A.—Une terre située à Saint-Gilbert, quatrième rang, de un arpent et demi de large sur 20 arpents de long, plus ou moins, borné au nord à Hubert Paquin, et Zoel Baril, au sud au chemin du quatrième rang, au sud-ouest à Sifroid Frenette, et au nord-est à David Paquet et étant la partie nord-est du dit lot (435) quatre cent trente-cinq du cadastre officiel du comté de Portneuf pour la paroisse de Deschambault—avec circonstances et dépendances;

ITEM B.—Une terre située à Saint-Gilbert dans le cinquième rang, bornée au nord-ouest par la ligne limitative N. O. de cette paroisse, au sud-est par le No 450 et au S. O. par le No 504 et au N. E. par le No 502 mesurant deux arpents de largeur sur trente arpents de longueur contenant en superficie soixante arpents (60).

ITEM C.—Un terrain situé à Saint-Gilbert dans le rang 6 étant le lot No 79 de figure irrégulière borné au nord par le No 80 au sud par la ligne limitative entre cette paroisse et la paroisse de Deschambault, à l'est par la même ligne limitative entre cette paroisse et la paroisse de Deschambault, à l'ouest par les Nos 68 et 69 contenant en superficie trente-quatre arpents (34).

ITEM D.—Un terrain situé dans le rang six à Saint-Gilbert portant le numéro 81 au sud, partie par le No 79 et partie par la ligne limitative entre cette paroisse et la paroisse de Deschambault, à l'est par la même ligne limitative entre cette paroisse et la paroisse de Deschambault, à l'ouest par les Nos 69 et 70 contenant en superficie quarante-deux arpents et quatre-vingt-dix perches (42,90,0).

Les dits immeubles seront vendus sujets à la taxe de 3½% payable au Gouvernement Provincial. La vente des dits immeubles est faite conformément aux articles sept cent seize (716) et

Sale—Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Rosaire Frenette, farmer, of the parish of Saint Gilbert, county of Portneuf, insolvent.

Public notice is hereby given that WEDNESDAY, the FIFTH day of AUGUST, 1936, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church's door of the parish of Saint Gilbert, county of Portneuf, there shall be sold at the public auction to the highest and last bidder the following immovables belonging to the aforesaid estate, with the same effects of a sheriff's sale, to wit:

ITEM A.—A land situated in the parish of Saint Gilbert, forth range, containing one acre and a half width by (20) twenty acres of length, more or less, bounded on the North by Hubert Paquin and Zoel Baril, on the South by the forth range road, bounded towards Southwest to Sifroid Frenette, at the Northeast to David Paquet and being the Northeast part of the said lot four hundred and thirty five (435) of the official cadastre of the county of Portneuf, for the parish of Deschambault—with circumstances and dependancies;

ITEM B.—A land situated at Saint Gilbert, county of Portneuf, fifth range, bounded to the Northwest by the boundary line Northwest of the said parish, towards the Southeast by the number four hundred and fifty and Southwest by the number five hundred and four (504) to the Northeast by the number five hundred and two, (502) of two acres width by thirty (30) acres of length, containing sixty (60) acres;

ITEM C.—A lot situated at Saint Gilbert, on the sixth range, being lot number seventy-nine (79) of irregular form, bounded to the North by number eighty (80) to the South by the boundary line between the said parish and the parish of Deschambault, towards the East by the same boundary line between this parish and the parish of Deschambault, to the West by number sixty-eight and sixty-nine (68-69) containing thirty four (34) acres;

ITEM D.—A lot situated in the sixth range at Saint Gilbert, number eight-one (81) to the South, bounded, a part by number seventy-nine (79) and part by the boundary line between the parish of Saint Gilbert and the parish of Deschambault, to the East by the same boundary line between the said parish and the parish of Deschambault, towards the West by number sixty nine (69) and number seventy (70) containing forty-two acres and ninety rods (42,90,0).

The said lands will be sold subject to the tax of 3½% payable to the Provincial Government. The sale of these immovables shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen

sept cent dix-sept (717) du Code de Procédure Civile, et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la loi de faillite; cette vente équivaut à la vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés, en tout temps en s'adressant au bureau du soussigné, 93 rue Saint-Pierre, Québec.

Conditions de paiement: comptant.
Québec, le 27 juin 1936.

ALFRED NADEAU,
Syndic et séquestre-officiel sous la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers.
3727-27-2-o

(716) and seven hundred and seventeen (717) of the Code of Civil Procedure and also to article forty-five (45) of the Bankruptcy Act. This sale will have the same effects as a Sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at any time at the undersigned, 93 Saint Peter Street, Quebec city.

Conditions: Cash.
Quebec, June 27th., 1936.

ALFRED NADEAU,
Trustee and Official Receiver under the farmers' Creditors Arrangement Act.
3728-27-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 27

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Viens vs Dame Sirois..... 2588

ANNONCEURS:—AVIS AUX..... 2565

AVTS DIVERS:—

Associated Quality Canners (Quebec)
Ltd..... 2589
Criterion Advertising Co., Inc..... 2590
Farmers' Telephone Co..... 2590
Industrie Laitière *re* Ord. 166..... 2610
La Commission du Salaire Minimum des
Femmes..... 2608
Robichaud, Wilfrid..... 2608

BUREAUX-CHEFS:—

Harwood Securities, Ltd..... 2607
Prudential Trading Corp., Ltd..... 2590

CHARTES:—ABANDON DE:—

Associated Quality Canners (Quebec),
Ltd..... 2582
Colonial Gold Syndicate, Ltd..... 2582
North Waite Mining Co., Ltd..... 2582

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—

Baie St-Paul..... 2586
Montpellier..... 2586

ERRATUM:—

Laframboise, Adhémar..... 2606

EXAMENS DU BARREAU:—

Montréal: étude du droit..... 2607
Montréal: pratique du droit..... 2607
Québec: étude du droit..... 2607
Richelieu: étude et pratique..... 2587

LETTRES PATENTES:—

Bram Fur Co., Ltd..... 2566
Cadillac Restaurant, Ltd..... 2568
Commonwealth Trading Company, Li-
mited..... 2570
Sigal Shirt Company, Limited..... 2570
Suburban Theatres, Ltd..... 2571

Index of the Quebec Official Gazette, No. 27

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Viens vs Dame Sirois..... 2588

ADVERTISERS:—NOTICE TO..... 2565

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Associated Quality Canners (Quebec),
Ltd..... 2589
Criterion Advertising Co., Inc..... 2590
Farmers' Telephone Co..... 2590
Dairy Industry *re* Ord. 166..... 2610
Minimum Wage Board..... 2608
Robichaud, Wilfrid..... 2608

CHIEF-OFFICES:—

Harwood Securities, Ltd..... 2607
Prudential Trading Corp., Ltd..... 2590

CHARTERS:—SURRENDER OF:—

Associated Quality Canners (Quebec),
Ltd..... 2582
Colonial Gold Syndicate, Ltd..... 2582
North Waite Mining Co., Ltd..... 2582

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

Baie St-Paul..... 2586
Montpellier..... 2586

ERRATUM:—

Laframboise, Adhémar..... 2606

BAR EXAMINATIONS:—

Montreal: study of the law..... 2607
Montreal: practice of the law..... 2607
Quebec: study of the law..... 2607
Richelieu: study and practice..... 2587

LETTERS PATENT:—

Bram Fur Co., Ltd..... 2566
Cadillac Restaurant, Ltd..... 2568
Commonwealth Trading Company, Li-
mited..... 2570
Sigal Shirt Company, Limited..... 2570
Suburban Theatres, Ltd..... 2571

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Atlas Textile Mills Inc.	2574
Donnacona Paper Company, Limited.	2574
Horton's Incorporated	2582
Société C. G. & D. Prêts et Finance Incorporated—Financial C. G. & D. Loan Soc., Inc.	2581

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Cercle Agricole de la paroisse Sainte-Thérèse	2608
---	------

MINUTES DE NOTAIRES:—

Melançon, Bernard	2585
-------------------	------

SOUMISSIONS:—

Sherbrooke, cité de	2589
---------------------	------

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Frenette, Rosaire	2611
-------------------	------

VENTE PAR LICITATION:—

Vallée <i>et vir</i> vs Vallée <i>et al.</i>	2587
--	------

VENTES POUR TAXES:—

Montréal-Ouest, ville de	2583
Richmond, ville de	2585
Verdun, cité de—	2583

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUHARNOIS:—

Patterson vs McCaig	2591
---------------------	------

BEDFORD:—

Beauregard vs Chagnon	2591
Beauregard vs Chagnon	2591
Commissaires d'écoles de Stanbridge East vs Meunier	2605

HULL:—

Duquette vs Knox	2592
------------------	------

IBERVILLE:—

Coupal vs Poissant <i>et al.</i>	2592
----------------------------------	------

JOLIETTE:—

Dumoulin <i>et al</i> vs Rouleau	2593
Sylvestre vs Sylvestre	2606

MONTMAGNY:—

Bolduc vs Lachance	2602
--------------------	------

MONTREAL:—

Beuthner vs Aubry	2594
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Groll	2598
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Renaud	2599
Giguère <i>et vir</i> vs Lanthier	2600
Larche vs Archambault	2594
Leblanc vs Ward	2593
Mancini vs Rhéaume	2595
National Trust Co., Ltd vs Crown <i>et vir.</i>	2595

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Atlas Textile Mills Inc.	2574
Donnacona Paper Company, Limited	2574
Horton's Incorporated	2582
Société C. G. & D. Prêts et Finance Incorporated—Financial C. G. & D. Loan Soc., Inc.	2581

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Cercle Agricole de la paroisse Sainte-Thérèse	2608
---	------

NOTARIAL MINUTES:—

Melançon, Bernard	2585
-------------------	------

TENDERS:—

Sherbrooke, city of	2589
---------------------	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Frenette, Rosaire	2611
-------------------	------

SALE BY LICITATION:—

Vallée <i>et vir</i> vs Vallée <i>et al.</i>	2587
--	------

SALES FOR TAXES:—

Montreal West, town of	2583
Richmond, town of	2585
Verdun, city of—	2583

SHERIFFS' SALES:—

BEAUHARNOIS:—

Patterson vs McCaig	2591
---------------------	------

BEDFORD:—

Beauregard vs Chagnon	2591
Beauregard vs Chagnon	2591
School Commissioners of Stanbridge-est vs Meunier	2605

HULL:—

Duquette vs Knox	2592
------------------	------

IBERVILLE:—

Coupal vs Poissant <i>et al.</i>	2592
----------------------------------	------

JOLIETTE:—

Dumoulin <i>et al</i> vs Rouleau	2593
Sylvestre vs Sylvestre	2606

MONTMAGNY:—

Bolduc vs Lachance	2602
--------------------	------

MONTREAL:—

Beuthner vs Aubry	2594
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Grol	2598
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Renaud	2599
Giguère <i>et vir</i> vs Lanthier	2600
Larche vs Archambault	2594
Leblanc vs Ward	2593
Mancini vs Rhéaume	2595
National Trust Co., Ltd vs Crown <i>et vir.</i>	2595

Prudential Ins. Co. vs Furhman.....	2601	Prudential Ins. Co. vs Furhman.....	2601
Rodier <i>et al</i> vs Montreal Cement Works, Ltd.....	2600	Rodier <i>et al</i> vs Montreal Cement Works, Ltd.....	2600
The Prudential Ins. Co. of America vs Bray <i>et vir</i>	2597	The Prudential Ins. Co. of America vs Bray <i>et vir</i>	2597
RICHELIEU:—		RICHELIEU:—	
Bélanger vs Limoges.....	2602	Bélanger vs Limoges.....	2602
RIMOUSKI:—		RIMOUSKI:—	
Desrosiers <i>et al</i> vs Martin.....	2603	Desrosiers <i>et al</i> vs Martin.....	2603
TERREBONNE:—		TERREBONNE:—	
Bélair vs Cloutier.....	2604	Bélair vs Cloutier.....	2604
Campeau <i>et al</i> vs Smith.....	2603	Campeau <i>et al</i> vs Smith.....	2603
TROIS-RIVIÈRES:—		TROIS-RIVIERES:—	
Descoteaux vs Cloutier.....	2604	Descoteaux vs Cloutier.....	2604
Ricard vs Bélanger <i>et vir</i>	2605	Ricard vs Bélanger <i>et vir</i>	2605